

**MEMORIAL**

**Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg**

**RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS**

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

**C — N° 864****6 juin 2002****SOMMAIRE**

<b>Bake Invest Luxembourg S.A., Münsbach</b> .....	<b>41465</b>
<b>Benz Trade S.A., Luxembourg</b> .....	<b>41471</b>
<b>(3) C Holding S.A., Circle de Compagnie de Commerce, Luxembourg</b> .....	<b>41425</b>
<b>Chatigny S.A., Bereldange</b> .....	<b>41453</b>
<b>Chatigny S.A., Bereldange</b> .....	<b>41453</b>
<b>Chatigny S.A., Bereldange</b> .....	<b>41453</b>
<b>Chatigny S.A., Bereldange</b> .....	<b>41454</b>
<b>Diamonds-Belcréo, S.à r.l., Strassen</b> .....	<b>41451</b>
<b>Fen-Greenfield (Soparfi) S.A., Luxembourg</b> .....	<b>41426</b>
<b>Fen-Greenfield (Soparfi) S.A., Luxembourg</b> .....	<b>41428</b>
<b>Gottardo Money Market Fund (Lux) Management Company S.A., Luxembourg</b> .....	<b>41464</b>
<b>Gottardo Money Market Fund (Lux) Management Company S.A., Luxembourg</b> .....	<b>41464</b>
<b>Heitman Central Europe Property Partners</b> .....	<b>41451</b>
<b>Helvetia Patria Fund, Sicav, Münsbach</b> .....	<b>41428</b>
<b>L.S.F. Investment Holding S.A., Luxembourg</b> .....	<b>41461</b>
<b>Land Two S.A., Luxembourg</b> .....	<b>41464</b>
<b>LSS, Lorentzen &amp; Stemoco &amp; Sobelnord, Luxembourg</b> .....	<b>41454</b>
<b>Rabobank Corporate Services Luxembourg S.A., Luxembourg</b> .....	<b>41449</b>
<b>Rabobank Corporate Services Luxembourg S.A., Luxembourg</b> .....	<b>41450</b>

**3 C HOLDING S.A., CIRCLE DE COMPAGNIE DE COMMERCE, Société Anonyme.**

Siège social: L-1631 Luxembourg, 35, rue Glesener.

R. C. Luxembourg B 38.992.

**EXTRAIT**

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement en date du 17 décembre 2001 que:

- Suivant la procédure par la loi du 10 décembre 1998, la devise d'expression du capital social de la société a été convertie du franc luxembourgeois en euro avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2002 pour le porter à EUR 61.973,38 représenté par 2.500 actions sans désignation de valeur nominale.
- L'article 5 alinéa 1 des statuts a été modifié en conséquence.

Luxembourg, le 11 mars 2002.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 12 mars 2002, vol. 565, fol. 61, case 3. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(20575/802/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2002.

**FEN-GREENFIELD (SOPARFI) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg.  
R. C. Luxembourg B 52.740.

L'an deux mille deux, le vingt-quatre avril.  
Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme FEN-GREENFIELD (SOPARFI) S.A., ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 52.740, constituée suivant acte notarié en date du 7 novembre 1995, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 10 du 6 janvier 1996. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 27 juin 1996, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 491 du 1<sup>er</sup> octobre 1996.

L'Assemblée est ouverte à neuf heures trente sous la présidence de Mademoiselle Claire Sanson, employée privée, demeurant à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Nadia Weyrich, employée privée, demeurant à Arlon.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Madame Caroline Waucquez, employée privée, demeurant à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour

*Ordre du jour:*

1. Suppression de la valeur nominale des actions;
2. Conversion de la devise du capital social en EUR de sorte que le capital s'élève désormais à EUR 1.549.370,69 (un million cinq cent quarante-neuf mille trois cent soixante-dix euros et soixante-neuf cents);
3. Réduction du capital social de la société à concurrence de EUR 1.449.370,69 (un million quatre cent quarante-neuf mille trois cent soixante-dix euros et soixante-neuf cents) pour le porter de son montant actuel de EUR 1.549.370,69 (un million cinq cent quarante-neuf mille trois cent soixante-dix euros et soixante-neuf cents) à EUR 100.000 (cent mille euros) par remboursement aux actionnaires à concurrence de EUR 1.449.370,69 par annulation de 280.637 actions; le capital est désormais fixé à EUR 100.000,- représenté par 19.363 actions sans désignation de valeur nominale.
4. Echange des 19.363 actions sans désignation de valeur nominale existantes contre 1.000 actions de EUR 100,- chacune et attribution desdites actions nouvelles aux actionnaires au prorata de leur participation actuelle dans le capital social.
5. Autorisation au Conseil d'administration d'accomplir les modalités en rapport avec la réduction de capital, l'annulation des anciennes actions et leur remplacement.
6. Fixation d'un nouveau capital autorisé à concurrence de EUR 1.400.000,- (un million quatre cent mille euros) pour porter le capital social de son montant actuel de EUR 100.000,- (cent mille euros) à EUR 1.500.000,- (un million cinq cent mille euros) et modification subséquente de l'article 3 des statuts de la société;
7. Autorisation au Conseil d'Administration d'émettre des emprunts obligataires convertibles et de limiter ou de supprimer le droit préférentiel de souscription lors des augmentations de capital réalisées dans le cadre du capital autorisé;
8. Modification de l'article 6 des statuts pour lui donner la teneur suivante: «La Société se trouve engagée par la signature individuelle de chaque administrateurs.»;
9. Remplacement à l'article 7 des statuts de la société des mots «par son Président ou par un administrateur délégué» par «par un de ses Administrateurs»;
10. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'Assemblée Générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Assemblée décide de supprimer la désignation de la valeur nominale des actions.

*Deuxième résolution*

L'Assemblée décide de convertir le capital social de ITL en euros.

Le capital social est ainsi converti de trois milliards de liras italiennes (3.000.000.000,- ITL) en un million cinq cent quarante-neuf mille trois cent soixante-dix euros et soixante-neuf cents (1.549.370,69 EUR) représenté par trois cent mille (300.000) actions sans désignation de valeur nominale.

*Troisième résolution*

L'Assemblée décide de réduire le capital à concurrence d'un million quatre cent quarante-neuf mille trois cent soixante-dix euros soixante-neuf cents (1.449.370,69 EUR) pour le ramener de son montant actuel d'un million cinq

cent quarante-neuf mille trois cent soixante-dix euros soixante-neuf cents (1.549.370,69 EUR) à cent mille euros (100.000,- EUR) par remboursement aux actionnaires du montant d'un million quatre cent quarante-neuf mille trois cent soixante-dix euros soixante-neuf cents (1.449.370,69 EUR) par annulation de deux cent quatre-vingt mille six cent trente-sept (280.637) actions, portant les numéros 1 à 280.637.

Le capital est désormais fixé à cent mille euros (100.000,- EUR) représenté par dix-neuf mille trois cent soixante-trois (19.363) actions sans désignation de valeur nominale.

#### *Quatrième résolution*

L'Assemblée décide d'échanger les dix-neuf mille trois cent soixante-trois (19.363) actions sans désignation de valeur nominale contre mille (1.000) actions nouvelles d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune et de les attribuer entièrement libérées aux actionnaires au prorata de leur participation actuelle dans le capital social.

#### *Cinquième résolution*

L'Assemblée confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour l'exécution des présentes et notamment pour effectuer le remboursement aux actionnaires en respectant les dispositions de l'article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales, ainsi que l'annulation et l'échange des actions.

#### *Sixième résolution*

L'Assemblée décide de fixer un nouveau capital autorisé à concurrence d'un million quatre cent mille euros (1.400.000,- EUR) pour permettre au conseil de porter le capital social de son montant actuel de cent mille euros (100.000,- EUR) à un million cinq cent mille euros (1.500.000,- EUR), le cas échéant par l'émission de quatorze mille (14.000) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

Le Conseil d'Administration est autorisé à procéder à des augmentations de capital dans le cadre du capital autorisé aux conditions et modalités qu'il fixera pendant une période de cinq ans jusqu'au 24 avril 2007.

#### *Septième résolution*

L'Assemblée autorise le conseil d'administration en outre à émettre des emprunts obligataires convertibles dans le cadre du capital autorisé.

Après avoir entendu le rapport du conseil d'administration prévu par l'article 32-3 (5) de la loi sur les sociétés commerciales, l'assemblée autorise le conseil d'administration à procéder à des augmentations de capital dans le cadre du capital autorisé et notamment avec l'autorisation de limiter ou de supprimer le droit préférentiel de souscription des actions nouvelles et lors de l'émission d'obligations convertibles dans le capital autorisé.

#### *Huitième résolution*

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'article 3 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 3.** Le capital social est fixé à cent mille euros (100.000,- EUR) représenté par mille (1.000) actions de cent euros (100,- EUR) chacune.

Toutes les actions sont au porteur, sauf dispositions contraires de la loi.

Le conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital social à concurrence d'un million quatre cent mille euros (1.400.000,- EUR) pour le porter de son montant actuel de cent mille euros (100.000,- EUR) à un million cinq cent mille euros (1.500.000,- EUR), le cas échéant par l'émission de quatorze mille (14.000) actions de cent euros (100,- EUR) chacune, jouissant des mêmes droits que les actions existantes. En conséquence, il est autorisé à réaliser cette augmentation de capital, spécialement à émettre les actions nouvelles éventuelles en une ou plusieurs fois et par tranches, à fixer l'époque et le lieu de l'émission intégrale ou des émissions partielles éventuelles, à déterminer les conditions de souscription et de libération, à faire appel, le cas échéant, à de nouveaux actionnaires, enfin à arrêter toutes autres modalités d'exécution se révélant nécessaires ou utiles et même non spécialement prévues en la présente résolution, à faire constater en la forme requise les souscriptions des actions nouvelles, la libération et les augmentations effectives du capital et enfin, à mettre les statuts en concordance avec les modifications dérivant de l'augmentation de capital réalisée et dûment constatée, le tout conformément à la loi modifiée du 10 août 1915, notamment avec la condition que l'autorisation ci-dessus est valable jusqu'au 24 avril 2007.

De même, le conseil d'administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires convertibles ou non sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations convertibles ne pourra se faire que dans le cadre du capital autorisé.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société. Sous respect des conditions ci-avant stipulées et par dérogation à l'article 10 ci-après, le Conseil d'Administration est autorisé à augmenter le capital social, même par incorporation des réserves libres. Le Conseil d'Administration a l'autorisation de supprimer ou de limiter le droit de souscription préférentiel lors de l'émission d'obligations convertibles et lors d'une augmentation de capital réalisée dans les limites du capital autorisé.

Le capital autorisé et le capital souscrit peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires statuant comme en matière de modifications des statuts.

#### *Neuvième résolution*

L'Assemblée décide de modifier l'article 6 des statuts comme suit:

«**Art. 6.** La société se trouve engagée par la signature individuelle de chaque administrateur.»

*Dixième résolution*

L'Assemblée décide de remplacer à l'article 7 des statuts les mots «par son Président ou par un administrateur délégué» par «par un de ses administrateurs».

En conséquence, l'article 7 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 7.** Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par le conseil d'administration agissant par un de ses administrateurs.»

*Evaluation des frais*

Les parties évaluent le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de la présente augmentation de capital, à la somme de 2.000,- EUR.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. Sanson, N. Weyrich, C. Waucquez, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 26 avril 2002, vol. 11CS, fol. 84, case 10. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé):* J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2002.

F. Baden.

(36376/200/146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2002.

**FEN-GREENFIELD (SOPARFI) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg.  
R. C. Luxembourg B 52.740.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 mai 2002.

F. Baden.

(36377/200/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2002.

**HELVETIA PATRIA FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-5365 Münsbach, 1A, Parc d'Activité Syrdall.

**STATUTES**

In the year two thousand and two, on the tenth day of May.

Before Maître Jean Joseph Wagner, notary residing in Sanem (Luxembourg).

There appeared:

1) HELVETIA SCHWEIZERISCHE LEBENSVERSICHERUNGS AG, having its registered office in D-60311 Frankfurt am Main, Weissadlergasse 2, represented by Gast Juncker, maître en droit, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 25th April, 2002.

2) HELVETIA ASSICURAZIONI RAPPRESENTANZA GENERALE E DIREZIONE PER L'ITALIA, having its registered office in via G.B. Cassinis 21, I-20139 Milano, represented by Gast Juncker, prenamed, pursuant to a proxy dated 2nd May, 2002.

The proxies signed ne varietur by all the appearing parties and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company which they form between themselves:

**Art. 1.** There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a corporation in the form of a «société anonyme» qualifying as a «société d'investissement à capital variable» under the name of HELVETIA PATRIA FUND (the «Corporation»).

**Art. 2.** The Corporation is established for an undetermined period. The Corporation may be dissolved at any moment by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

**Art. 3.** The exclusive object of the Corporation is to place the funds available to it in transferable securities and other assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Corporation may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the law of 30th March 1988 regarding undertakings for collective investment.

**Art. 4.** The registered office of the Corporation is established in the commune of Schuttrange, Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may be moved within the Grand Duchy of Luxembourg and branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Corporation which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

**Art. 5.** The capital of the Corporation shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Corporation as defined in Article 23 hereof.

The minimum capital of the Corporation, which must be achieved within six months after the date on which the Corporation has been authorised as a collective investment undertaking under Luxembourg law, shall be Euros 1,239,467.62.

The Board of Directors is authorised without limitation to issue further shares to be fully paid at any time at the net asset value per share or at the respective net asset value per share determined in accordance with Article 23 hereof without reserving the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued.

In addition, the Board of Directors may sub-divide or consolidate existing shares into a number of shares it determines the aggregate net asset value of which will not be higher than the sub-divided or consolidated existing shares.

The Board of Directors may delegate to any duly authorised Director or officer of the Corporation or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions for delivering and receiving payment for such new shares.

Such shares may, as the Board of Directors shall determine, be of different classes and the proceeds of the issue of each class of shares shall be invested pursuant to Article 3 hereof in securities or other assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities as the Board of Directors shall from time to time determine. Further, the shares of such classes may be distinguished by such other specific features (such as, but not limited to, a specific charging structure, distribution policy or hedging policy), as the Board of Directors shall from time to time determine in respect of each class of shares. For the purpose of determining the capital of the Corporation, the net assets attributable to each class shall, if not expressed in Euros, be translated into Euros and the capital shall be the total net assets of all the classes.

The general meeting of shareholders, deciding pursuant to Article 29 of these Articles, may reduce the capital of the Corporation by cancellation of the shares of any class of shares and refund to the shareholders of such class the full value of the shares of such class, subject, in addition to the quorum and majority requirements for amendment of the Articles being fulfilled in respect of the shares of such class.

The general meeting of shareholders may decide to cancel the shares of one class of shares and allocate to the shareholders of such class, shares of another class («the new class of shares»), the allocation to be made on the basis of the respective net asset values of the two classes of shares on the date of allocation («the allocation date»). In such case, the assets attributable to the class of shares to be cancelled will either be attributed directly to the portfolio of the new class of shares to the extent that such attribution does not conflict with the specific investment policy applicable to the new class of shares, or will be realised on or before the allocation date, the proceeds of such realisation to be attributed to the portfolio of the new class of shares. Any such decision of the shareholders as aforesaid is, in addition to the quorum and majority requirements for amendment of the Articles of Incorporation, subject to separate vote by the shareholders of the class of shares to be cancelled, any decision in that respect to be taken by such shareholders at the same quorum and majority requirements as aforesaid.

**Art. 6.** Shares are issued in registered form. The Directors may however in their discretion decide to issue shares in bearer form. In respect of bearer shares, certificates will be issued in such denominations as the Board of Directors shall decide. If a bearer shareholder requests the exchange of his certificates for certificates in other denominations or the conversion into registered shares, he may be charged the cost of such exchange. The Board of Directors may in its discretion decide whether to issue certificates in respect of registered shares or not. In case the Board of Directors has elected to issue certificates in respect of registered shares and a shareholder does not elect to obtain share certificates, he will receive instead a confirmation of his shareholding. If a registered shareholder desires that more than one share certificate be issued for his shares, the cost of such additional certificates may be charged to such shareholder. Bearer share certificates shall be signed by two Directors. Both such signatures may be either manual, or printed, or by facsimile. However, one of such signatures may be by a person delegated to this effect by the Board of Directors. In such latter case, it shall be manual. The Corporation may issue temporary share certificates in such form as the Board of Directors may from time to time determine.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and payment of the price as set forth in Article 24 hereof. The subscriber will, without undue delay, obtain delivery of definitive share certificates or a confirmation of his shareholding.

Payments of dividends will be made to shareholders, in respect of registered shares, at their addresses in the Register of Shareholders and, in respect of bearer shares, upon presentation of the relevant dividend coupons to the agent or agents appointed by the Corporation for such purpose.

All issued shares of the Corporation other than bearer shares shall be inscribed in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Corporation or by one or more persons designated therefor by the Corporation and such Register shall contain the name of each holder of inscribed shares, his residence or elected domicile so far as notified to the Corporation, the number and class of shares held by him and the amount paid in on each such share. Every transfer of a share other than a bearer share shall be entered in the Register of Shareholders.

Transfer of bearer shares shall be effected by delivery of the relevant bearer share certificates. Transfer of registered shares shall be effected (a) if share certificates have been issued, by inscription of the transfer to be made by the Corporation upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Corporation along with other instruments of transfer satisfactory to the Corporation, and (b), if no share certificates have been issued, by declaration of transfer to be inscribed in the Register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefor.

Every registered shareholder must provide the Corporation with an address to which all notices and announcements from the Corporation may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders.

In the event that such shareholder does not provide such address, the Corporation may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Corporation, or such other address as may be so entered by the Corporation from time to time, until another address shall be provided to the Corporation by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a notification to the Corporation at its registered office, or at such other address as may be set by the Corporation from time to time.

If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, such fraction shall be entered into the register of shareholders. It shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Corporation shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend. In the case of bearer shares, only certificates evidencing full shares will be issued. Any balance of bearer shares for which no certificate may be issued because of the denomination of the certificates, as well as fractions of such shares may either be issued in registered form or the corresponding payment will be returned to the shareholder as the Board of Directors of the Corporation may from time to time determine.

**Art. 7.** If any shareholder can prove to the satisfaction of the Corporation that his share certificate has been mislaid or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance Corporation but without restriction thereto, as the Corporation may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be exchanged for new ones by order of the Corporation. The mutilated certificates shall be delivered to the Corporation and shall be annulled immediately.

The Corporation may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Corporation in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the old share certificate.

**Art. 8.** The Corporation may restrict or prevent the ownership of shares in the Corporation by any person, firm or corporate body.

More specifically, the Corporation may restrict or prevent the ownership of shares in the Corporation by any «U.S. person», as defined hereafter, and for such purposes the Corporation may:

a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in beneficial ownership of such share by a U.S. person,

b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on, the Register of Shareholders to furnish it with any representations and warranties or any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not, to what extent and under which circumstances, beneficial ownership of such shareholder's shares rests or will rest in U.S. persons and

c) where it appears to the Corporation that any U.S. person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares or is in breach of its representations and warranties or fails to make such representations and warranties as the Board of Directors may require, compulsorily purchase from any such shareholder all or part of the shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Corporation shall serve a notice (hereinafter called the «purchase notice») upon the shareholder appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the purchase price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Corporation. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Corporation the share certificate or certificates representing the shares specified in the purchase notice. Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and his name shall be removed as to such shares in the Register of Shareholders.

2) The price at which the shares specified in any purchase notice shall be purchased (herein called «the purchase price») shall be an amount equal to the per share redemption price of shares in the Corporation, determined in accordance with Article 21 hereof.

3) Payment of the purchase price will be made to the owner of such shares, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Corporation with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) for payment to such owner upon surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such purchase notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Corporation or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid.

4) The exercise by the Corporation of the powers conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true own-

ership of any shares was otherwise than appeared to the Corporation at the date of any purchase notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Corporation in good faith; and

d) decline to accept the vote of any U.S. person at any meeting of shareholders of the Corporation.

Whenever used in these Articles, the term «U.S. person» shall have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended («the 1933 Act») or as in any other Regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace Regulation S or the 1933 Act. The Board of Directors shall define the word «U.S. person» on the basis of these provisions and publicise this definition in the sales documents of the Corporation.

In addition to the foregoing, the Corporation may restrict the issue and transfer of shares of a class to institutional investors within the meaning of Article 108 of Luxembourg law of 30th March, 1988 regarding collective investment undertakings, as amended («Institutional Investor(s)'). The Corporation may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares of a class reserved for Institutional Investors until such time as the Corporation has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Institutional Investor. If it appears at any time that a holder of shares of a class reserved to Institutional Investors is not an Institutional Investor, the Corporation will convert the relevant shares into shares of a class which is not restricted to Institutional Investors (provided that there exists such a class with similar characteristics) or compulsorily redeem the relevant shares in accordance with the provisions set forth above in this Article. The Corporation will refuse to give effect to any transfer of shares and consequently refuse for any transfer of shares to be entered into the register of shareholders in circumstances where such transfer would result in a situation where shares of a class restricted to Institutional Investors would, upon such transfer, be held by a person not qualifying as an Institutional Investor.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Institutional Investor, and who holds shares in a class restricted to Institutional Investors, shall hold harmless and indemnify the Corporation, the Board of Director, the other shareholders of the relevant class and the Corporation's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding in circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Institutional Investor or has failed to notify the Corporation of its loss of such status.

**Art. 9.** Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Corporation shall represent the entire body of shareholders of the Corporation. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

**Art. 10.** The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Corporation, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Tuesday of the month of January at 11.00 a.m. and for the first time in 2003. If such day is not a bank business day, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

**Art. 11.** The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Corporation, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever class and regardless of the net asset value per share within its class, is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable or telegram, telex or telefax (or other means of transmission authorised by law).

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

**Art. 12.** Shareholders will meet upon call by the Board of Directors, pursuant to notice setting forth the agenda sent by mail (or other means of transmission authorised by law) at least eight days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the Register of Shareholders.

If any bearer shares are outstanding, notice shall, in addition, be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspaper as the Board of Directors may decide.

**Art. 13.** The Corporation shall be managed by a Board of Directors composed of not less than 3 members; members of the Board of Directors need not be shareholders of the Corporation.

The Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

**Art. 14.** The Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman, or two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the Board of Directors, but in his absence the shareholders or the Board of Directors may appoint another Director (and, in respect of shareholders' meetings, any other person) as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

The Board of Directors from time to time may appoint the officers of the Corporation, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Corporation. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. Officers need not be Directors or shareholders of the Corporation. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given them by the Board of Directors.

Written notice or notice given by other means of transmission authorised by law of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram, telex or telefax or other means of transmission authorised by law of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by cable or telegram, telex or telefax or other means of transmission authorised by law another Director as his proxy.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Corporation by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may attend at a meeting of the Board using teleconference means provided in such latter event his vote is confirmed in writing.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the Directors is present or represented at a meeting of the Board of Directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Corporation and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to officers of the Corporation.

The Directors acting unanimously by circular resolution, may express their consent on one or several separate instruments in writing or by telex, cable, telegram, facsimile transmission or other means of transmission authorised by law, and by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing. The date of the decision contemplated by these resolutions shall be the latest signature date.

**Art. 15.** The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two Directors.

**Art. 16.** The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Corporation.

The Board of Directors shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Corporation, including, without limitation, restrictions in respect of

- a) the borrowings of the Corporation and the pledging of its assets,
  - b) the maximum percentage of its assets which it may invest in any form or class of security and the maximum percentage of any form or class of security which it may acquire;
  - c) if and to what extent the Corporation may invest in other collective investment undertakings of the open-end type.
- In that respect the Board may decide to invest, to the extent permitted by Luxembourg law of 30th March 1988 regarding collective investment undertakings, in securities of other collective investment undertakings of the open-ended type linked to the Corporation by common management or control or by a substantial direct or indirect holding, or managed by a management company linked to the investment manager appointed by the Corporation or any investment adviser appointed by the Corporation.

The Board of Directors may decide that the investments of the Corporation be made (i) in securities admitted to official listing on a stock exchange in any Member State of the European Union, (ii) in securities admitted to official listing on a stock exchange in any other country in Europe, Asia, Oceania, the American continents and Africa, (iii) in securities dealt in on another regulated market in any such member State of the European Union or other country referred to above, provided that such market operates regularly and is recognised and open to the public, (iv) in recently issued securities provided the terms of the issue provide that application be made for admission to official listing in any of the stock exchanges or other regulated markets referred to above and provided that such listing is secured within one year of the issue, as well as (v) in any other securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations.

The Board of Directors of the Corporation may decide to invest under the principle of risk-spreading up to 100% of the total net assets of each class of shares of the Corporation in different transferable securities issued or guaranteed by any member state of the European Union, its local authorities or public international bodies of which one or more of such member states are members, or by any other state member of the OECD provided that in the case where the Corporation decides to make use of this provision the relevant class of shares must hold securities from at least six different issues and securities from any one issue may not account for more than 30% of such classes' total net assets.

The Corporation may not invest in land and interests in land. The Corporation may not acquire investments carrying unlimited liability. The Corporation may not invest in commodities futures contracts, options on commodities and futures contracts and commodity based investments. This prohibition shall not prevent the Corporation from entering into financial futures contracts for efficient portfolio management or any other transactions for hedging purposes.



**Art. 17.** No contract or other transaction between the Corporation and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Corporation is interested in, or is a Director, associate, officer or employee of such other corporation or firm. Any Director or officer of the Corporation who serves as a Director, officer or employee of any corporation or firm with which the Corporation shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Corporation may have any personal interest in any transaction of the Corporation, such Director or officer shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such Director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The term «personal interest», as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving HELVETIA PATRIA HOLDING AG, any subsidiary or affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors on its discretion.

**Art. 18.** The Corporation may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Corporation or, at its request, of any other corporation of which the Corporation is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct.

**Art. 19.** The Corporation will be bound by the joint signature of any two Directors, by the individual signature of any duly authorised officer of the Corporation or by the individual signature of any other person to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

**Art. 20.** The Corporation shall appoint an authorised auditor who shall carry out the duties prescribed by the law of 30th March 1988 regarding undertakings for collective investment. The auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders and until its successor is elected.

**Art. 21.** As is more especially prescribed herein below, the Corporation has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his shares by the Corporation. The redemption price shall be paid not later than 7 business days after the applicable Valuation Day or after the date on which all the relevant documentation has been received by the Corporation, if later, and shall be equal to the Net Asset Value for the relevant class of shares as determined in accordance with the provisions of Article twenty-three hereof less such redemption charge as the Board of Directors may by regulation decide and less such sum as the Directors may consider an appropriate provision for duties and charges (including stamp and other duties, taxes and governmental charges, brokerage, bank charges, transfer fees, registration and certification fees and other similar duties and charges) («dealing charges») which would be incurred if all the assets held by the Corporation and taken into account for the purpose of the relative valuation were to be realised at the values attributed to them in such valuation and taking into account any factors which it is in the opinion of the Directors acting prudently and in good faith proper to take into account, such price being rounded down to the nearest whole unit of currency in which the relevant class of shares is designated, such rounding to accrue to the benefit of the Corporation.

Any redemption notice and request must be filed by such shareholder at the registered office of the Corporation in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Corporation as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the certificate or certificates for such shares in proper form (if issued) and accompanied by proper evidence of transfer or assignment.

Any request for redemption shall be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to Article 22 hereof. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first valuation day after the end of the suspension.

Shares of the capital stock of the Corporation redeemed by the Corporation shall be cancelled.

Any shareholder may request conversion of whole or part of his shares into shares of another class at the respective Net Asset Values of the shares of the relevant class, adjusted by the relevant dealing charges, and rounded up or down as the Directors may decide, provided that the Board of Directors may impose such restrictions as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversion subject to payment of such charge, as it shall consider to be in the interest of the Corporation and its shareholders generally.

No redemption or conversion by a single shareholder may, unless otherwise decided by the Board of Directors, be for an amount of less than the equivalent of Euros 2,500.- or for a number of shares of less than 5 shares or such amount or number as the Board of Directors may decide.

If a redemption or conversion or sale of shares would reduce the value of the holdings of a single shareholder in shares of one class below the equivalent of Euros 2,500.- or such other value as the Board of Directors may determine from time to time, then such shareholder shall be deemed to have requested the redemption or conversion of all his shares of such class.

In the event that requests for redemption of shares of any class falling to be carried out on any Valuation Day should exceed 10% of the net asset value of that class on such Valuation Day, the Fund may restrict the number of redemptions to shares representing 10% of the net asset value of that class on such Valuation Day, such limitation to apply to all shareholders having tendered their shares of such class for redemption on such Valuation Day pro rata of the shares of such class tendered by them for redemption. Any redemptions not carried out on that day will be carried forward to

the next Valuation Day and will be dealt with on that Valuation Day subject to the aforesaid limitation in priority according to the date of receipt of the request for redemption.

The Board of Directors may decide, if the total Net Asset Value of the shares of any class of shares is less than the equivalent of Euros 5,000,000.-, to redeem all the shares of such class at the Net Asset Value applicable on the day on which all the assets attributable to such class have been realised.

**Art. 22.** For the purpose of determination of the issue, redemption and conversion prices, the Net Asset Value of shares in the Corporation shall be determined as to the shares of each class of shares by the Corporation from time to time, but in no instance less than twice monthly, as the Board of Directors by regulation may direct (every such day or time for determination of Net Asset Value being referred to herein as a «Valuation Day»), provided that in any case where any Valuation Day would fall on a day observed as a holiday by banks in Luxembourg or in any other place to be determined by the Board of Directors, such Valuation Day shall then be the next bank business day following such holiday.

The Corporation may suspend the determination of the Net Asset Value of shares of any particular class and the issue and redemption of its shares from its shareholders as well as conversion from and to shares of each class during

a) any period when any of the principal stock exchanges or regulated markets on which any substantial portion of the investments of the Corporation attributable to such class of shares from time to time are quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended;

b) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Corporation attributable to such class of shares would be impracticable; or

c) any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of such class of shares or the current price or values on any stock exchange in respect of the assets attributable to such class of shares; or

d) any period when the Corporation is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the shares of such class or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot in the opinion of the Directors be effected at normal rates of exchange.

Any such suspension shall be publicised, if appropriate, by the Corporation and shall be notified to shareholders requesting purchase of their shares by the Corporation at the time of the filing of the request for such purchase as specified in Article twenty-one hereof.

Such suspension as to any class of shares shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value, the issue, redemption and conversion of the shares of any other class of shares.

**Art. 23.** The Net Asset Value of shares of each class of shares in the Corporation shall be expressed as a per share figure in the currency of the relevant class of shares and shall be determined in respect of any Valuation Day by dividing the net assets of the Corporation corresponding to each class of shares, being the value of the assets of the Corporation corresponding to such class, less its liabilities attributable to such class at the close of business on such date, by the number of shares of the relevant class then outstanding and by rounding the resulting sum up or down to the nearest unit of currency, in the following manner:

A. The assets of the Corporation shall be deemed to include:

a) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;

b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);

c) all bonds, time notes, shares, stock, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other investments and securities owned or contracted for by the Corporation;

d) all stock, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Corporation (provided that the Corporation may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);

e) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Corporation except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;

f) the preliminary expenses of the Corporation insofar as the same have not been written off, and

g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

1) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Corporation may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

2) The value of securities which are quoted or dealt in on any stock exchange is based on the closing price on the day preceding the relevant Valuation Day.

3) The value of securities dealt in on an other regulated market is based on the closing price on the day preceding the relevant Valuation Day.

4) In the event that any of the securities held in the Corporation's portfolio on the relevant day are not quoted or dealt in on any stock exchange or other regulated market or if, with respect to securities quoted or dealt in on any stock exchange or dealt in on an other regulated market, the price as determined pursuant to sub-paragraphs 2) or 3) is not representative of the fair market value of the relevant securities, the value of such securities will be determined based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith.

B. The liabilities of the Corporation shall be deemed to include:

a) all loans, bills and accounts payable;

b) all accrued or payable administrative expenses (including investment advisory fee, custodian fee and corporate agents' fees);

c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Corporation where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Corporation, and other reserves if any authorised and approved by the Board of Directors and

e) all other liabilities of the Corporation of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares in the Corporation. In determining the amount of such liabilities the Corporation shall take into account all expenses payable by the Corporation comprising formation expenses, fees payable to its investment advisers or investment managers, fees and expenses of accountants, custodian and correspondents, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Corporation, fees for legal or auditing services, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of the prospectuses, explanatory memoranda or registration statements, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Corporation may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature and on estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. There shall be established a pool of assets for each class of shares in the following manner:

a) the proceeds from the issue of each class of shares shall be applied in the books of the Corporation to the pool of assets established for that class of shares, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this article;

b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Corporation to the same pool as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;

c) where the Corporation incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any action taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool,

d) in the case where any asset or liability of the Corporation cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be equally divided between all the pools or, as insofar as justified by the amounts, shall be allocated to the pools pro rata to the net asset values of the relevant class of shares;

e) upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on any class of shares, the Net Asset Value of such class of shares shall be reduced by the amount of such dividends.

D. Each pool of assets and liabilities shall consist of a portfolio of transferable securities and other assets in which the Corporation is authorised to invest, and the entitlement of each share class which is issued by the Corporation in relation with a same pool will change in accordance with the rules set out below.

In addition there may be held within each pool on behalf of one specific share class or several specific share classes, assets which are class specific and kept separate from the portfolio which is common to all share classes related to such pool and there may be assumed on behalf of such class or share classes specific liabilities.

The proportion of the portfolio which shall be common to each of the share classes related to a same pool which shall be allocable to each class of shares shall be determined by taking into account issues, redemptions, distributions, as well as payments of class specific expenses or contributions of income or realisation proceeds derived from class specific assets, whereby the valuation rules set out below shall be applied mutatis mutandis.

The percentage of the net asset value of the common portfolio of any such pool to be allocated to each class of shares shall be determined as follows:

1) initially the percentage of the net assets of the common portfolio to be allocated to each share class shall be in proportion to the respective number of the shares of each class at the time of the first issuance of shares of a new class;

2) the issue price received upon the issue of shares of a specific class shall be allocated to the common portfolio and result in an increase of the proportion of the common portfolio attributable to the relevant share class;

3) if in respect of one share class the Corporation acquires specific assets or pays class specific expenses (including any portion of expenses in excess of those payable by other share classes) or makes specific distributions or pays the redemption price in respect of shares of a specific class, the proportion of the common portfolio attributable to such class shall be reduced by the acquisition cost of such class specific assets, the specific expenses paid on behalf of such class, the distributions made on the shares of such class or the redemption price paid upon redemption of shares of such class;

4) the value of class specific assets and the amount of class specific liabilities are attributed only to the share class or classes to which such assets or liabilities relate and this shall increase or decrease the net asset value per share of such specific share class or classes.

E. For the purposes of this Article:

a) shares of the Corporation to be redeemed under Article twenty-one hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the Valuation Day referred to in this Article, and from such time and until paid the price therefor shall be deemed to be a liability of the Corporation;

b) shares to be issued by the Corporation pursuant to subscription applications received shall be treated as being in issue as from the close of business on the Valuation Day on which the issue price thereof was determined and such price, until received by the Corporation, shall be deemed a debt due to the Corporation;

c) all investments, cash balances and other assets of the Corporation not expressed in the currency in which the Net Asset Value of any class is denominated, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the asset value of shares and

d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Corporation on such Valuation Day, to the extent practicable.

**Art. 23 bis.** 1) The Board of Directors may invest and manage all or any part of the pools of assets established for each class of shares referred to in section C of Article 23 (hereafter referred to as «Participating Funds») on a pooled basis where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so. Any such enlarged asset pool (an «Asset Pool») shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the Board of Directors may from time to time make further transfers to the Asset Pool. They may also transfer assets from the Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be allocated to an Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Asset Pool concerned.

2) The assets of the Asset Pool to which each Participating Fund shall be entitled, shall be determined by reference to the allocations and withdrawals of assets by such Participating Funds and the allocations and withdrawals made on behalf of the other Participating Funds.

3) Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective entitlements to the assets in the Asset Pool at the time of receipt.

**Art. 24.** Whenever the Corporation shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be the Net Asset Value as herein above defined for the relevant class of shares together with such sum as the Directors may consider represents an appropriate provision for duties and charges (including stamp and other duties, taxes, governmental charges, brokerage, bank charges, transfer fees, registration and certification fees and other similar duties and charges) which would be incurred if all the assets held by the Corporation and taken into account for the purposes of the relative valuation were to be acquired at the values attributed to them in such valuation and taking into account any other factors which it is in the opinion of the Directors proper to take into account, plus such commission as the sale documents may provide, such price to be rounded up to the nearest whole unit of the currency in which the net asset value of the relevant shares is calculated. The price so determined shall be payable not later than seven business days after the applicable Valuation Day or within such shorter delay as the Board of Directors may determine from time to time.

**Art. 25.** The accounting year of the Corporation shall begin on the 1st October and shall terminate on the 30th September of the following year with the exception of the first accounting year which shall begin on the date of formation of the Corporation and shall end on 30th September 2002.

The accounts of the Corporation shall be expressed in Euros. When there shall be different classes as provided for in Article 5 hereof, and if the accounts within such classes are expressed in different currencies, such accounts shall be translated into Euros and added together for the purpose of the determination of the accounts of the Corporation.

**Art. 26.** The appropriation of the annual results and any other distributions shall be determined by the annual general meeting upon proposal by the Board of Directors.

Any resolution of a general meeting of shareholders deciding on whether or not dividends are declared to the shares of any class or whether any other distributions are made in respect of each class of shares shall, in addition, be subject to a prior vote, at the majority set forth above, of the shareholders of such class.

Interim dividends may, subject to such further conditions as set forth by law, be paid out on the shares of any class of shares out of the assets attributable to such class of shares upon decision of the Board of Directors.

No dividends will be paid on capitalisation shares. The holders of capitalisation shares participate equally in the results of the Corporation since their pro-rata share in the results of the Corporation will be mirrored in their net asset value.

No distribution may be made if as a result thereof the capital of the Corporation became less than the minimum prescribed by law.

The dividends declared will be paid in such currencies at such places and times as shall be determined by the Board of Directors.

Dividends may further, in respect of any class of shares, include an allocation from an equalisation account which may be maintained in respect of any such class and which, in such event, will, in respect of such class be credited upon issue of shares and debited upon redemption of shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such shares.

**Art. 27.** The Corporation shall enter into a custodian agreement with a bank which shall satisfy the requirements of the law regarding collective investment undertakings (the «Custodian»). All securities and cash of the Corporation are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume towards the Corporation and its shareholders the responsibilities provided by law.

In the event of the Custodian desiring to retire the Board of Directors shall use their best endeavours to find a corporation to act as custodian and upon doing so the Directors shall appoint such corporation to be custodian in place of the retiring Custodian. The Directors may terminate the appointment of the Custodian, but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

**Art. 28.** In the event of a dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and

which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each class of shares shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of each class in proportion of their holding of shares in such class.

The Board of Directors of the Corporation may decide to liquidate one class of shares if a change in the economic or political situation relating to the class concerned would justify such liquidation. The decision of the liquidation will be published by the Corporation prior to the effective date of the liquidation and the publication will indicate the reasons for, and the procedures of, the liquidation operations. Unless the Board of Directors otherwise decides in the interests of, or to keep equal treatment between, the shareholders, the shareholders of the class concerned may continue to request redemption or conversion of their shares. Assets which could not be distributed to their beneficiaries upon the close of the liquidation of the class concerned will be deposited with the custodian for a period of six months after the close of liquidation. After such time, the assets will be deposited with the Caisse des Consignations on behalf of their beneficiaries.

Under the same circumstances as provided in the preceding paragraph, the Board of Directors may decide to close down one class of shares by contribution into another class. In addition, such merger may be decided by the Board of Directors if required by the interests of the shareholders of the relevant classes. Such decision will be published in the same manner as described in the preceding paragraph and, in addition, the publication will contain information in relation to the new class. Such publication will be made at least one month before the date on which the merger becomes effective in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, before the operation involving contribution into another class becomes effective.

The Board of Directors may also, under the same circumstances as provided above, decide to close down one class of shares by contribution into another collective investment undertaking governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. In addition, such merger may be decided by the Board of Directors if required by the interests of the shareholders of the relevant class. Such decision will be published in the same manner as described above and, in addition, the publication will contain information in relation to the other collective investment undertaking. Such publication will be made at least one month before the date on which the merger becomes effective in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, before the operation involving contribution into another collective investment undertaking becomes effective. In case of contribution to another collective investment undertaking of the mutual fund type, the merger will be binding only on shareholders of the relevant class who will expressly agree to the merger.

In the event that the Board of Directors determines that it is required by the interests of the shareholders of the relevant class or that a change in the economic or political situation relating to the class concerned has occurred which would justify it, the reorganisation of one class of shares, by means of a division into two or more classes, may be decided by the Board of Directors. Such decision will be published in the same manner as described above and, in addition, the publication will contain information in relation to the two or more new classes. Such publication will be made at least one month before the date on which the reorganisation becomes effective in order to enable the shareholders to request redemption of their shares, free of charge before the operation involving division into two or more classes becomes effective.

In case any merger, sub-division or division as provided for respectively hereabove and in the third and last paragraph of Article 5 results in holders being entitled to fractions of shares and where the relevant shares are admitted for settlement in a clearing system the operating rules of which do not allow the settlement or clearing of fractions of shares or where the Board of Directors has resolved not to issue fractions of shares in the relevant class, the Board of Directors will be authorised to redeem the relevant fraction. The net asset value of the redeemed fraction will be distributed to the relevant shareholders unless such amount is less than 25.- Euros.

**Art. 29.** These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg. Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis those of any other class shall be subject, further, to the said quorum and majority requirements in respect of each such relevant class.

**Art. 30.** All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies and amendments thereto, as well as the law of March thirtieth, nineteen hundred and eighty-eight on undertakings for collective investment.

#### *Subscription-Payment*

The above mentioned parties have subscribed for the number of shares in the proportion mentioned hereinafter:

Shareholders	subscribed capital	number of shares
1) HELVETIA SCHWEIZERISCHE LEBENSVERSICHERUNGS AG .....	15,000.- Euros	150
2) HELVETIA ASSICURAZIONI, Rappresentanza Generale e Direzione per l'Italia .....	16,000.- Euros	160
<b>Total:</b> .....	<b>31,000.- Euros</b>	<b>310</b>

These shares have been subscribed for at an issue price of 100.- Euros per share and fully paid in cash, evidence of which has been provided to the undersigned notary.

#### *Statement*

The undersigned notary states that the conditions set forth in Article twenty-six of the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies have been observed. The subscribers declare that, upon determination

by the Board of Directors pursuant to Article five, sixth paragraph, of the classes of shares which the Corporation has and will issue, they will elect the class or classes of shares to which the shares subscribed to shall appertain.

#### *Costs*

The above-named persons declare that the expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which shall be paid by the Corporation as a result of its formation, amount approximately to six thousand two hundred euros.

#### *Extraordinary general meeting*

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as having received due notice have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote;

#### *First resolution*

The following persons are appointed directors:

- John Noorlander, Dr. rer. pol., Mitglied der Direktion, HELVETIA PATRIA, Basel, Schweiz;
- Hans Hofstetter, Mitglied der Direktion, HELVETIA PATRIA, Basel, Schweiz;
- Louis Norman-Audenhove, Dr. rer. soc.oec, Mitglied des Vorstandes, DER ANKER, Wien, Österreich;
- Rolf-Dieter Brennemann, Diplom Volkswirt, Abteilungsdirektor, HELVETIA Direktion für Deutschland, Frankfurt a.M., Bundesrepublik Deutschland;
- L. Enzo Goi, Membro del Comitato del Direzione, HELVETIA ASSICURAZIONI, Milano, Italia.

#### *Second resolution*

The following has been appointed as auditor:

ERNST & YOUNG, 7, Parc d'Activité, Syrdall, L-5365 Munsbach, Luxemburg.

#### *Third resolution*

The registered office of the Corporation is fixed at 1A, Parc d'Activité, Syrdall, L-5365 Munsbach, Luxemburg.

In faith of which we, the undersigned notary have set our hand and seal in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above-appearing persons, the present incorporation deed is worded in English followed by a German version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read and translated into the language of the persons appearing, the said persons appearing signed together with the undersigned notary the present original deed.

#### **Es folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden Textes:**

Im Jahre zweitausendzwei am zehnten Mai.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean-Joseph Wagner, mit Amtswohnsitz in Sassenheim (Luxemburg).

Sind erschienen:

1. HELVETIA SCHWEIZERISCHE LEBENSVERSICHERUNGS AG, mit Sitz in D-60311 Frankfurt a.M., Weissadlergasse 2, vertreten durch Gast Juncker, maître en droit, mit Wohnsitz in Luxemburg, gemäss einer Vollmacht ausgestellt am 25. April 2002.

2. HELVETIA ASSICURAZIONI RAPPRESENTANZA GENERALE E DIREZIONE PER L'ITALIA, mit Sitz in Via G.B. Cassinis 21, I-20139 Milano, vertreten durch Gast Juncker, vorgeannt, gemäss einer Vollmacht ausgestellt am 2. Mai 2002.

Die unterschriebenen Vollmachten ne varietur von all den Erschienenen und dem unterzeichneten Notar, sollen dieser Urkunde angefügt bleiben.

Die Erschienenen, in der Eigenschaft in welcher sie handeln, ersuchen den Notar, die Satzung einer Gesellschaft die sie hiermit gründen, wie folgt zu beurkunden:

**Art. 1.** Zwischen den Zeichnern und allen zukünftigen Aktionären besteht eine Aktiengesellschaft in Form einer «société anonyme», die sich als «Investmentgesellschaft mit variablem Kapital» qualifiziert, unter der Bezeichnung HELVETIA PATRIA FUND (die «Gesellschaft»).

**Art. 2.** Die Gesellschaft ist für eine unbeschränkte Dauer gegründet. Sie kann zu jeder Zeit durch einen, wie in Sachen Abänderung dieser Satzung getroffenen, Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre aufgelöst werden.

**Art. 3.** Ausschließlicher Gegenstand der Gesellschaft ist es, die ihr verfügbaren Mittel nach dem Grundsatz der Risikostreuung in übertragbare Wertpapiere und andere Werte anzulegen und ihren Aktionären den Ertrag der Verwaltung ihres Vermögens zugute kommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann alle Maßnahmen ergreifen und Geschäfte tätigen, welche sie für die Erfüllung und Entwicklung ihres Gegenstands für nützlich erachtet, dies im Rahmen des Gesetzes vom 30. März 1988 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen.

**Art. 4.** Der Gesellschaftssitz befindet sich in der Gemeinde Schuttrange, Großherzogtum Luxemburg. Durch Beschluß des Verwaltungsrates kann der Gesellschaftssitz in einen anderen Ort im Großherzogtum verlegt sowie zusätzliche Zweigstellen oder Büros sowohl in Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Sollten außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eintreten oder bevorstehen, welche nach Meinung des Verwaltungsrats die normale Tätigkeit am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Gesellschaftssitz und dem Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur Beendigung dieser außergewöhnlichen Ereignisse ins Ausland verlegt werden; diese vorläufige Massnahme hat jedoch

keinerlei Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, welche ungeachtet der vorübergehenden Verlegung ihres Sitzes weiterhin luxemburgisch bleibt.

**Art. 5.** Das Gesellschaftskapital besteht aus Aktien ohne Nennwert und entspricht jederzeit dem in Artikel 23 der vorliegenden Satzung definierten Nettovermögenswert der Gesellschaft.

Das Mindestkapital der Gesellschaft, welches binnen 6 Monaten nach Erhalt der gesetzlichen Ermächtigung, welches vom Luxemburger Gesetz über Organismen für gemeinsame Anlagen vorgesehen ist, erreicht sein muss, beträgt 1.239.467,62 Euro.

Der Verwaltungsrat hat jederzeit das unbeschränkte Recht, gemäss Artikel 23 der vorliegenden Satzung zusätzliche voll eingezahlte Aktien auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorzugsrecht im Hinblick auf die Zeichnung der auszugebenden Aktien einzuräumen.

Ferner kann der Verwaltungsrat die vorhandenen Aktien in eine größere oder kleinere Anzahl von Aktien unterteilen bzw. zusammenlegen unter dem Vorbehalt, dass der Gesamtinventarwert der neuen Aktien nicht höher sein darf als der Inventarwert der unterteilten oder zusammengelegten Aktien.

Der Verwaltungsrat kann jedes ordnungsgemäss bevollmächtigte Verwaltungsratsmitglied oder jeden Geschäftsträger der Gesellschaft oder jede sonstige ordnungsgemäss bevollmächtigte Person damit beauftragen, Zeichnungen für solche neuen Aktien entgegenzunehmen, diese Aktien auszustellen und die entsprechende Zahlung in Empfang zu nehmen.

Diese Aktien können nach Wahl des Verwaltungsrats verschiedenen Kategorien angehören, und der Erlös der Ausgabe einer jeden Aktienkategorie wird gemäss Artikel 3 der vorliegenden Satzung in Wertpapiere oder sonstige Vermögenswerte angelegt, welche solchen geographischen Zonen, Industriesektoren, Währungszonen oder solchen spezifischen Arten von Aktien oder Obligationen entsprechen, wie sie jeweils vom Verwaltungsrat für jede einzelne Aktienkategorie bestimmt werden. Darüber hinaus können Aktien solcher Aktienkategorien durch andere Eigenschaften unterschieden werden (beispielsweise durch eine bestimmte Gebührenstruktur, Ausschüttungspolitik oder Absicherungspolitik), falls es der Verwaltungsrat so entscheidet. Zum Zwecke der Bestimmung des Gesellschaftskapitals wird das den einzelnen Kategorien zuzuordnende Nettovermögen, falls nicht in Euro ausgedrückt, in Euro umgewandelt, wobei das Gesellschaftskapital dem gesamten Nettovermögen sämtlicher Kategorien entspricht.

Die Generalversammlung der Aktionäre kann in Anwendung von Artikel 29 dieser Satzung, das Kapital der Gesellschaft durch Annullierung von Aktien einer Kategorie herabsetzen und den Aktionären der betroffenen Kategorie den Gesamtwert der Aktien dieser Klasse auszahlen unter dem Vorbehalt, dass die für Abänderung der Satzung geltenden Bedingungen hinsichtlich der Beschlussfähigkeit und der Stimmabgabe für die betroffene Kategorie von Aktien erfüllt sind.

Die Generalversammlung der Aktionäre kann die Annullierung einer Kategorie und die Zuwendung an die Aktionäre dieser Kategorie von Aktien einer anderen Kategorie (die «Neue Kategorie») entscheiden. Diese Zuwendung wird auf Grund der am Zuwendungstag entsprechenden Inventarwerte der beiden Kategorien getätigt. Die der zu annullierenden Kategorie zugeteilten Vermögenswerte werden entweder der Vermögensmasse der Neuen Kategorie direkt zugeteilt, falls eine solche Zuteilung mit dem Anlageziel der Neuen Kategorie zu vereinbaren ist, oder werden vor oder an dem Zuwendungstag verflüssigt und die so erhaltenen Mittel der Vermögensmasse der Neuen Kategorie zugeteilt. Für eine solche Entscheidung der Aktionäre gelten die für die Abänderung der Satzung vorgeschriebenen Bedingungen hinsichtlich der Beschlussfähigkeit und der Stimmabgabe. Zudem muss eine separate Entscheidung der Aktionäre der zu annullierenden Aktien, zu den selben Beschlussfähigkeits- und Stimmabgabebedingungen, getroffen werden.

**Art. 6.** Aktien werden in der Form von Namensaktien herausgegeben. Der Verwaltungsrat kann jedoch nach freiem Ermessen die Ausgabe von Inhaberaktien entscheiden. Bei der Ausgabe von Inhaberaktien erfolgt die Ausstellung der Zertifikate in den vom Verwaltungsrat beschlossenen Formen. Wünscht ein Besitzer von Inhaberaktien den Umtausch seiner Zertifikate in Zertifikate einer anderen Form, oder in Namensaktien, so trägt er die Kosten für einen solchen Umtausch. Der Verwaltungsrat hat das Recht zu entscheiden ob Zertifikate für Namensaktien ausgegeben werden oder nicht. Falls der Verwaltungsrat entschieden hat Zertifikate für Namensaktien auszugeben und ein Aktionär nicht ausdrücklich Zertifikate zu erhalten wünscht, wird ihm anstelle dieser Zertifikate eine Bestätigung seines Aktieneigentums ausgehändigt. Wünscht ein Inhaber von Namensaktien die Ausstellung mehrerer Zertifikate für seine Aktien, so können ihm die Kosten für solche zusätzlichen Zertifikate auferlegt werden. Die Zertifikate für Inhaberaktien werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Diese Unterschriften können handschriftlich, in gedruckter Form oder durch Stempel angebracht werden. Eine dieser Unterschriften kann jedoch durch eine zu diesem Zwecke vom Verwaltungsrat bevollmächtigte Person erfolgen. In diesem Falle muss die Unterschrift handschriftlich sein. Die Gesellschaft kann provisorische Aktienzertifikate in der jeweils vom Verwaltungsrat festgelegten Form ausstellen.

Aktien können lediglich unter Voraussetzung der Zeichnungsannahme und nach Erhalt des Kaufpreises, gemäss Artikel 24, ausgegeben werden. Nach Annahme der Zeichnung und Eingang des Kaufpreises erhält der Zeichner, binnen kurzer Zeit, die Aktienzertifikate oder eine Bestätigung bezüglich der von ihm erworbenen Aktien.

Die Zahlung von Dividenden an Inhaber von Namensaktien, erfolgt an ihre im Aktienregister angegebene Adresse und, im Falle von Inhaberaktien, gegen Vorlage des betreffenden Dividendenscheines an den oder die von der Gesellschaft diesbezüglich ermächtigten Vertreter oder Vertretern.

Sämtliche von der Gesellschaft ausgegebenen Aktien, mit Ausnahme der Inhaberaktien, werden in das von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren damit beauftragten Person(en) geführte Aktienregister eingetragen, welches den Namen eines jeden Inhabers von Namensaktien, seinen Wohnsitz oder sein Wahlmizil, soweit der Gesellschaft bekanntgegeben, die Anzahl und Kategorie der in seinem Besitz befindlichen Aktien und den für die einzelnen Aktien gezahlten Preis angibt. Jede Übertragung einer Aktie, mit Ausnahme von Inhaberaktien wird in das Aktienregister eingetragen.

Die Übertragung von Inhaberaktien erfolgt durch die Aushändigung der entsprechenden Inhaberaktienzertifikate. Die Übertragung von Namensaktien erfolgt a) im Falle der Ausstellung von Aktienzertifikaten, gegen Aushändigung des oder

der entsprechenden Aktienzertifikate(s) an die Gesellschaft mit dem ordnungsgemäß auf der Rückseite ausgefüllten Übertragungsformular und allen sonstigen von der Gesellschaft geforderten Übertragungsurkunden, b) falls keine Aktienzertifikate ausgestellt wurden, mittels einer Übertragungserklärung, welche ins Aktienregister eingetragen wird und vom Zedenten und vom Zessionar oder von ordnungsgemäß dazu bevollmächtigten Personen datiert und unterzeichnet wird.

Jeder Inhaber von Namensaktien muss der Gesellschaft eine Adresse angeben, an welche sämtliche Mitteilungen und Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen sollen. Diese Adresse wird ebenfalls ins Aktienregister eingetragen.

Sollte ein solcher Aktionär es versäumen, eine Adresse anzugeben, so kann die Gesellschaft eine diesbezügliche Notiz ins Aktienregister eintragen lassen, und als Adresse des betreffenden Aktionärs gilt alsdann die des Gesellschaftssitzes, oder jedwede andere jeweils von der Gesellschaft eingetragene Adresse, dies bis zur Angabe einer anderen Adresse durch diesen Aktionär. Der Aktionär kann die im Aktienregister eingetragene Adresse jederzeit, durch eine Mitteilung an die Gesellschaft an deren Gesellschaftssitz oder an jede andere von Zeit zu Zeit von der Gesellschaft zu bestimmende Adresse, ändern lassen.

Falls die Zahlung des Zeichners zur Ausgabe von Aktienbruchteilen führt, werden diese ins Aktienregister eingetragen. Dieser Bruchteil gewährt kein Stimmrecht, gibt jedoch zu den von der Gesellschaft diesbezüglich festgelegten Bedingungen Anrecht auf anteilmäßige Dividenden. Im Falle von Inhaberaktien werden ausschließlich Zertifikate für volle Aktien ausgestellt. Jede Restzahl von Inhaberaktien, für welche kein Zertifikat ausgestellt werden kann wegen der Form der Zertifikate, sowie Bruchteile von solchen Aktien, können entweder in Form von Namensaktien ausgestellt werden, oder die dementsprechende Zahlung wird dem Aktionär zurückerstattet, wie auch immer der Verwaltungsrat der Gesellschaft es von Zeit zu Zeit entscheiden möge.

**Art. 7.** Falls ein Aktionär der Gesellschaft zur Genüge beweisen kann, dass sein Aktienzertifikat verloren gegangen oder zerstört worden ist, so kann auf seinen Antrag ein Duplikat des besagten Aktienzertifikats unter den von der Gesellschaft zu bestimmenden Bedingungen und Garantien einschliesslich einer Sicherheit einer Versicherungsgesellschaft ausgestellt werden und ohne irgend eine Beschränkung diesbezüglich. Nach der Ausstellung dieses neuen als Duplikat gekennzeichneten Aktienzertifikats, wird das ursprüngliche Zertifikat nichtig.

Beschädigte Aktienzertifikate können auf Anordnung der Gesellschaft durch neue ersetzt werden. Die beschädigten Zertifikate werden an die Gesellschaft ausgehändigt und umgehend annulliert.

Die Gesellschaft kann dem Aktionär nach eigenem Ermessen die Kosten für die Ausstellung eines Duplikats oder eines neuen Aktienzertifikats, sowie sämtliche von der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausstellung und der diesbezüglichen Eintragung oder mit der Annullierung des ursprünglichen Aktienzertifikats verauslagten Kosten, auferlegen.

**Art. 8.** Die Gesellschaft kann den Besitz der Aktien der Gesellschaft für natürliche Personen, Firmen oder juristische Personen einschränken oder untersagen.

Insbesondere kann die Gesellschaft den Besitz von Aktien für die nachstehend definierten «U.S. Staatsangehörigen» einschränken oder untersagen und zu diesem Zwecke:

a) die Ausgabe jedweder Aktie, sowie die Eintragung jedweder Aktienübertragung verweigern, sofern diese Eintragung oder Übertragung ihres Erachtens einen U.S. Staatsangehörigen in den wirtschaftlichen Besitz einer solchen Aktie bringt oder bringen könnte;

b) jederzeit jede Person, deren Name im Aktienregister eingetragen ist oder welche die Eintragung einer Aktienübertragung beantragt, auffordern, ihr sämtliche eidesstattlich abgegebenen Auskünfte zu erteilen, welche ihres Erachtens notwendig sind um zu bestimmen, ob ein U.S. Staatsangehöriger wirtschaftlicher Eigentümer dieser Aktien ist oder zukünftig sein wird; und

c) falls die Gesellschaft feststellt, dass ein U.S. Staatsangehöriger entweder alleine oder zusammen mit Drittpersonen wirtschaftlicher Eigentümer dieser Aktien ist, oder seine Verpflichtungen oder Gewährleistungen bricht, oder solche Verpflichtungen oder Gewährleistungen, wie sie vom Verwaltungsrat vorgeschrieben werden können, nicht erfüllt, ist der Verwaltungsrat berechtigt sämtliche im Besitz solcher Aktionäre befindlichen Aktien auf dem Zwangswege wie folgt zurückzukaufen:

1) Die Gesellschaft schickt dem Aktionär der im Aktienregister als Eigentümer der zu kaufenden Aktien eingetragenen Person eine Anzeige (im folgenden die «Kaufanzeige» genannt), mit Angabe der wie vorerwähnt zu kaufenden Aktien, des Kaufpreises und des Ortes an welchem der Kaufpreis für die besagten Aktien zahlbar ist. Diese Anzeige kann dem Aktionär per Einschreibebrief an seine letzte bekannte oder an die in den Büchern der Gesellschaft eingetragene Adresse geschickt werden. Daraufhin ist der Aktieninhaber verpflichtet, der Gesellschaft das oder die in der Kaufanzeige bezeichnete(n) Aktienzertifikat(e) auszuhändigen. Unverzüglich nach Geschäftsschluss an dem in der Kaufanzeige festgelegten Datum verliert der bezeichnete Aktionär den Besitz an den in der Kaufanzeige bezeichneten Aktien; im Falle von Namensaktien wird sein im Aktienregister eingetragener Name gelöscht.

2) Der Preis, zu welchem die in der Kaufanzeige angegebenen Aktien gekauft werden (im folgenden der «Kaufpreis» genannt), entspricht dem gemäss Artikel 21 der vorliegenden Satzung festgelegten Rückkaufpreis der Gesellschaftsaktien.

3) Die Zahlung des Kaufpreises an den Aktionär erfolgt ausser in Zeiten von Devisenbeschränkungen, und wird von der Gesellschaft an eine Bank in Luxemburg oder sonstwo (wie in der Kaufanzeige angegeben) hinterlegt, mit Zahlungsanweisung an den Aktionär gegen Vorlage des oder der in der Kaufanzeige angegebenen Aktienzertifikats(e). Nach der Zahlung des Preises wie vorerwähnt haben die an den in der Kaufanzeige bezeichneten Aktien interessierten Personen keinen weiteren Anspruch auf diese Aktien, noch können sie irgendwelche Forderungen gegen die Gesellschaft oder deren Guthaben geltend machen, ausser dass sie als Besitzer der Aktien auftreten können, um gegen Aushändigung des oder der vorerwähnten Aktienzertifikate(s) den so hinterlegten Kaufpreis (ohne Zinsen) von der zuständigen Bank entgegenzunehmen.



4) Die Ausübung seitens der Gesellschaft der gemäss vorliegendem Artikel eingeräumten Rechte kann auf keinen Fall mit der Begründung, der Beweis des Aktienbesitzes einer Person sei unzureichend gewesen, oder mit dem Aktienbesitz habe es sich in Wirklichkeit anders verhalten, als die Gesellschaft dies am Datum der Kaufanzeige vermutete, angefochten oder ungültig erklärt werden, sofern in solchen Fällen die Gesellschaft die besagten Rechte nach dem Grundsatz von Treu und Glauben ausgeübt hat; und

d) jedem U.S. Staatsangehörigen in einer Versammlung der Aktionäre das Stimmrecht untersagen.

Für den Zweck der vorliegenden Satzung hat der Begriff «U.S. Staatsangehöriger» die gleiche Bedeutung wie in «Regulation S», in ihrer abgeänderten Form, des «United States Securities Act» von 1933, in seiner abgeänderten Form («das 1933er Gesetz») oder wie in jeder anderen Verordnung oder jedem anderen Gesetz welche(s) in den Vereinigten Staaten von Amerika in Kraft treten wird und welche(s) zukünftig «Regulation S» oder das 1933er Gesetz ersetzen wird. Der Verwaltungsrat soll den Begriff «US Staatsangehöriger» auf Grundlage dieser Bestimmungen definieren und diese Definition in den Verkaufsdokumenten der Gesellschaft veröffentlichen.

Ausserdem kann die Gesellschaft die Ausgabe und die Übertragung der Aktien einer bestimmten Kategorie auf institutionelle Investoren, gemäss Artikel 108 des Luxemburgischen Gesetzes vom 30. März 1988 bezüglich Organismen für gemeinsame Anlagen, in seiner abgeänderten Form («institutionnelle(r) Investor(en)») beschränken. Die Gesellschaft kann, nach eigenem Ermessen, die Annahme eines Unterzeichnungsantrags für Aktien einer bestimmten Kategorie, welche ausschliesslich für institutionelle Investoren bestimmt ist, bis zu jenem Zeitpunkt aussetzen an dem die Gesellschaft über die nötigen Beweise verfügt, dass der Antragsteller ein institutioneller Investor ist. Falls sich zu irgendeinem Zeitpunkt herausstellt, dass ein Aktionär einer Kategorie, die ausschliesslich für institutionelle Investoren bestimmt ist, kein institutioneller Investor ist, wird die Gesellschaft die betreffenden Aktien in Aktien einer Kategorie, die nicht ausschliesslich für institutionelle Investoren bestimmt ist, umwandeln (unter der Voraussetzung, dass eine Kategorie mit ähnlichen Bedingungen existiert), oder Rückkäufe der betreffenden Aktien in Übereinstimmung mit denen in diesem Artikel erläuterten Bestimmungen zwangsweise vornehmen. Die Gesellschaft wird sich weigern einer Aktienübertragung Gültigkeit zu verleihen und daher eine Eintragung im Register der Aktionäre einer solchen Aktienübertragung verweigern, wenn eine solche Übertragung zu Folge hätte, dass Aktien einer Aktienkategorie, die ausschliesslich für institutionelle Investoren bestimmt ist, nach einer solchen Übertragung von einer Person die kein institutioneller Investor ist, gehalten würden.

Zusätzlich jeglicher Haftung, unter den anzuwendenden Gesetzen, muss jeder Aktionär, der nicht als institutioneller Investor gilt, und welcher Aktien in einer Kategorie hält die ausschliesslich für institutionelle Investoren bestimmt ist, die Gesellschaft, den Verwaltungsrat, die anderen Aktionäre der betroffenen Kategorie und die Vertreter der Gesellschaft für jeden Schaden, jede Verluste und Kosten entschädigen oder schadlos halten, die aus einer solchen Haltung resultieren oder damit zusammenhängen, falls der jeweilige Aktionär täuschende oder falsche Dokumente hinterlegt hat, oder irreführende oder falsche Darstellungen gemacht hat, um fälschlicherweise als institutioneller Investor zu gelten, oder der es versäumt hat, die Gesellschaft schriftlich über den Verlust eines solchen Status in Kenntnis zu setzen.

**Art. 9.** Die ordnungsgemäss einberufene Versammlung der Aktionäre vertritt sämtliche Gesellschaftsaktionäre. Sie verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, um alle im Zusammenhang mit den Tätigkeiten der Gesellschaft stehenden Geschäfte anzuordnen, auszuführen oder zu ratifizieren.

**Art. 10.** Die jährliche Generalversammlung der Aktionäre findet gemäß der luxemburgischen Gesetzgebung am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen im Einberufungsschreiben angegebenen Ort in Luxemburg, am letzten Dienstag des Monats Januar eines jeden Jahres, um 11.00 Uhr statt und zum ersten Mal im Jahre 2003.

Ist dieser Tag kein Bankgeschäftstag, so wird die Versammlung auf den nächstfolgenden Bankgeschäftstag verlegt. Die jährliche Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, sofern sich dies nach freiem Ermessen des Verwaltungsrats aufgrund von außergewöhnlichen Umständen als notwendig erweist.

Sonstige Versammlungen der Aktionäre können an Ort und Zeitpunkt, wie in den diesbezüglichen Einberufungsschreiben angegeben, abgehalten werden.

**Art. 11.** Vorbehaltlich gegenteiliger Bestimmungen in der vorliegenden Satzung unterliegen die Einberufung und der Ablauf der Versammlung den gesetzlichen Beschlußfähigkeit- und Fristbedingungen.

Sämtliche Aktien geben, unabhängig von ihrer Kategorie und ihrem Inventarwert, Recht auf eine Stimme. Die Aktionäre können sich in jeder Versammlung der Aktionäre von einer anderen bevollmächtigten Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich oder durch Fernschreiben, Telegramm, Telex oder Telefax (oder anderer gesetzlich zugelassener Übertragungsmittel), bevollmächtigt ist.

Sofern nicht anders vom Gesetz vorgeschrieben oder in der vorliegenden Satzung festgelegt, werden die Beschlüsse in den ordnungsgemäss einberufenen Versammlungen der Aktionäre mit einfacher Mehrheit der anwesenden und abstimmenden Personen getroffen.

Der Verwaltungsrat kann jedwede sonstigen seitens der Aktionäre zwecks Beteiligung an einer Versammlung der Aktionäre zu erfüllenden Bedingungen festlegen.

**Art. 12.** Die Aktionäre treten auf Einberufung des Verwaltungsrats zusammen, mittels eines Einberufungsschreibens (oder anderer gesetzlich zugelassener Übertragungsmittel), welches die Tagesordnung enthält und mindestens acht Tage im voraus an die im Aktienregister angegebene Adresse eines jeden Aktionärs zu schicken ist.

Falls Inhaberaktien ausgegeben wurden, wird zusätzlich eine Mitteilung im Luxemburger Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, in einer luxemburgischen Zeitung, und in sonstigen vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Zeitungen veröffentlicht.

**Art. 13.** Die Verwaltung der Gesellschaft obliegt einem Verwaltungsrat, bestehend aus mindestens drei Mitgliedern, welche nicht unbedingt Aktionäre sein müssen.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden von den Aktionären in der jährlichen Generalversammlung der Aktionäre für eine Amtsdauer gewählt, welche mit der darauffolgenden jährlichen Generalversammlung abläuft und bis zur Ernennung und zum Dienstantritt ihrer Nachfolger, mit dem Vorbehalt jedoch, dass ein Verwaltungsratsmitglied jederzeit durch Beschluss der Aktionäre mit oder ohne Grund seines Amtes enthoben und/oder ersetzt werden kann.

Wird die Stelle eines Verwaltungsratsmitglieds infolge eines Todesfalls oder Rücktritts oder sonstwie frei, so können die übrigen Mitglieder zusammentreten und mit Stimmenmehrheit ein Verwaltungsratsmitglied bestellen, um diesen freien Posten bis zur nächsten Versammlung der Aktionäre zu besetzen.

**Art. 14.** Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und kann einen oder mehrere stellvertretende(n) Vorsitzende(n) ernennen. Des weiteren kann er einen Sekretär bestellen, welcher nicht Verwaltungsratsmitglied sein muss und mit der Erstellung der Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und der Versammlungen der Aktionäre beauftragt wird. Der Verwaltungsrat tritt auf Einberufung des Vorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem im Einberufungsschreiben angegebenen Ort zusammen.

Der Vorsitzende übernimmt den Vorsitz sämtlicher Versammlungen der Aktionäre und des Verwaltungsrats; in seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder der Verwaltungsrat jedoch ein anderes Verwaltungsratsmitglied und, für Versammlungen der Aktionäre, jede sonstige Person mit Stimmenmehrheit der in solchen Versammlungen anwesenden Personen zum vorläufigen Vorsitzenden wählen.

Der Verwaltungsrat kann von Zeit zu Zeit die Geschäftsführer der Gesellschaft ernennen, einschliesslich eines Generaldirektors, stellvertretende Generaldirektore, stellvertretende Sekretäre und sonstige Geschäftsführer, welche für die Leitung und die Verwaltung der Gesellschaft als erforderlich erachtet werden. Jede dieser Bestellungen kann jederzeit vom Verwaltungsrat widerrufen werden. Die Geschäftsführer brauchen keine Verwaltungsratsmitglieder oder Aktionäre der Gesellschaft zu sein. Vorbehaltlich einer gegenteiligen Bestimmung in der vorliegenden Satzung haben die ernannten Geschäftsführer die ihnen vom Verwaltungsrat erteilten Rechte und Verpflichtungen.

Die Verwaltungsratssitzungen werden sämtlichen Verwaltungsratsmitgliedern mindestens vierundzwanzig Stunden im voraus durch eine schriftliche Mitteilung oder durch eine Mitteilung die auf anderem gesetzlich zugelassenen Wege erteilt wird, angekündigt, ausser in dringenden Fällen, in welchem Falle die Art dieser Umstände im Einberufungsschreiben anzugeben sind. Auf dieses Einberufungsschreiben kann mittels Zustimmung aller Verwaltungsratsmitglieder per Schreiben, Fernschreiben, Telegramm, Telex oder Telefax, oder durch ein anderes gesetzlich zugelassene Mittel, verzichtet werden. Individuelle Versammlungen, welche an Ort und Zeitpunkt wie in dem zuvor vom Verwaltungsrat festgelegten Kalender angegeben abgehalten werden, bedürfen keines gesonderten Einberufungsschreibens.

Jedes Verwaltungsratsmitglied ist berechtigt, sich in den Verwaltungsratssitzungen durch ein anderes schriftlich, per Fernschreiben, per Telegramm, Telex oder Telefax, oder durch ein anderes gesetzlich zugelassene Mittel, bevollmächtigtes Verwaltungsratsmitglied vertreten zu lassen.

Die Verwaltungsratsmitglieder können nur in ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch individuelle Handlungen verpflichten, ausser in ausdrücklich vom Verwaltungsrat genehmigten Fällen.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann einer Verwaltungsratssitzung mittels Telekonferenz beiwohnen, vorausgesetzt, dass in einem solchen Fall, sein Votum schriftlich bestätigt wird.

Der Verwaltungsrat kann nur rechtsgültig beschliessen oder handeln, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder in der Verwaltungsratssitzung anwesend oder vertreten ist.

Beschlüsse werden mit Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder getroffen. Im Falle einer Stimmengleichheit, sei es für oder gegen eine vom Verwaltungsrat zu treffende Bestimmung, entscheidet die Stimme des Verwaltungsratsvorsitzenden.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Hinblick auf die tägliche Verwaltung und Geschäftsführung der Gesellschaft und der Ausübung von Geschäften im Hinblick auf die Förderung der Gesellschaftspolitik und des Gesellschaftsgegenstandes an Geschäftsführer der Gesellschaft übertragen.

Falls die Verwaltungsratsmitglieder einstimmig per Zirkularbeschluss verfahren, ist es ihnen erlaubt, ihre Zustimmung in einem oder mehreren getrennten Instrument(en) per Schreiben, Telex, Fernschreiben, Telegramm, Telefax oder durch ein anderes gesetzlich zugelassene Mittel und per Telefon mitzuteilen, vorausgesetzt, dass in diesem Falle ein solches Votum schriftlich bestätigt werden muss. Das Datum eines solchen Beschlusses ist das Datum an dem die letzte Unterschrift erfolgt.

**Art. 15.** Die Protokolle sämtlicher Verwaltungsratssitzungen werden vom Vorsitzenden unterzeichnet und, in seiner Abwesenheit, vom pro tempore-Vorsitzenden, welcher den Vorsitz der Versammlung geführt hat.

Abschriften oder Auszüge dieser Protokolle, welche vor Gericht oder anderweitig vorzulegen sind, werden vom Vorsitzenden, vom Sekretär oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

**Art. 16.** Der Verwaltungsrat ist nach dem Grundsatz der Risikostreuung berechtigt, die Gesellschafts- und Anlagepolitik, sowie die Richtlinien für die Verwaltung und Geschäftsführung der Gesellschaft festzulegen.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt jegliche Einschränkung zu verfassen, die von Zeit zu Zeit für die Gesellschaftsanlagen anwendbar sind, einschliesslich und ohne, Einschränkungen bezüglich:

- a) der Mittelaufnahme der Gesellschaft und der Verpfändung des Gesellschaftsvermögens.
- b) des maximalen Prozentsatzes ihres Vermögens, welcher die Gesellschaft in eine gleiche Form oder Kategorie von Wertpapieren anlegt und der maximale Prozentsatz einer gleichen Form oder Kategorie von Wertpapieren, die die Gesellschaft kaufen kann;
- c) wie und in welcher Höhe die Gesellschaft in anderen Organismen für gemeinsame Anlagen anlegen darf. Diesbezüglich kann der Verwaltungsrat entscheiden, dass die Erwerbung von Wertpapieren von anderen offenen Organismen für gemeinsame Anlagen des offenen Typs, welche mit der Gesellschaft gekoppelt sind, sei es durch eine gemeinsame

Verwaltung oder Kontrolle oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung oder deren Verwaltungsgesellschaft mit dem von der Gesellschaft eingestellten Anlageberater oder Anlageverwalter verbunden ist, zulässig ist im Rahmen, der vom luxemburgischen Gesetz vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlage festgelegten Beschränkungen,

Der Verwaltungsrat kann entscheiden, dass die Anlage der Gesellschaft (i) in Wertpapieren, welche zur offiziellen Notierung an einer Wertpapierbörse in einem der Mitgliedsstaaten der EU gehandelt werden, (ii) in Wertpapieren, welche zur offiziellen Notierung an einer Wertpapierbörse in einem anderen Land Europas, Asiens, Ozeaniens, des amerikanischen und afrikanischen Kontinents zugelassen sind, (iii) in Wertpapiere, welche auf einem anderen geregelten Markt in solchen Mitgliedsstaaten der Europäischen Union oder anderen obengenannten Ländern, welcher regelmässig arbeitet, anerkannt und der Öffentlichkeit zugänglich ist, (iv) in erst kürzlich ausgegebenen Wertpapieren unter der Voraussetzung, dass die Ausgabebedingungen die Verpflichtung erhalten, dass die Zulassung zur offiziellen Notierung an einer Wertpapierbörse oder zu einem sonstigen geregelten Markt innerhalb eines Jahres nach Ausgabe beantragt wird, und auch (v) in anderen Wertpapieren, Anlagen oder anderen Vermögen mit den Beschränkungen, die vom Verwaltungsrat, in Übereinstimmung mit den anwendbaren Gesetzen und Bestimmungen, erlassen worden sind.

Der Verwaltungsrat ist nach dem Grundsatz der Risikostreuung berechtigt, bis zu 100% des Nettogesamtvermögens einer jeden Aktienkategorie der Gesellschaft in verschiedenen bewegbaren Wertpapieren, welche von einem EU-Mitgliedsstaat, seinen Lokalbehörden oder von öffentlichen internationalen Körperschaften, von welchen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten Mitglied sind, oder von einem anderen OECD-Staat ausgegeben oder garantiert sind, zu investieren. Im Falle wo die Gesellschaft in Zusammenhang mit einer Aktienkategorie von der im vorliegenden Abschnitt bezeichneten Bestimmung Gebrauch macht, muss diese Aktienkategorie mindestens sechs verschiedene Emissionen enthalten und die Wertpapiere der einzelnen Emissionen nicht mehr als 30% des Nettogesamtvermögens dieser Aktienkategorie darstellen dürfen.

Die Gesellschaft ist nicht berechtigt in Grundbesitz oder Grundbesitzinteressen zu investieren. Die Gesellschaft kann keiner Anlage beitreten welche eine Unbeschränkte Haftung mit sich führt. Die Gesellschaft ist nicht berechtigt in Waren, Futures Warenverträge, in Optionen auf Waren und Futureverträge, und in Geschäften oder Anlagen bezüglich Warengeschäften zu investieren. Dieses Verbot soll die Gesellschaft nicht daran hindern Financial Futures Verträge im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung ihres Vermögens oder andere Transaktionen zu Absicherungszwecken abzuschließen.

**Art. 17.** Zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Firma abgeschlossene Verträge oder Geschäfte können weder beeinträchtigt noch ungültig werden durch die Tatsache werden, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsführer der Gesellschaft ein Interesse in einer anderen Gesellschaft oder Firma haben oder Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, Geschäftsführer oder Angestellter dieser Gesellschaft oder Firma sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeder Geschäftsführer der Gesellschaft, welcher als Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, Geschäftsführer oder Angestellter für eine Gesellschaft oder Firma fungiert, mit welcher die Gesellschaft kontrahiert oder sonstwie Geschäfte tätigt, darf aufgrund seiner Verbindung zu dieser anderen Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert werden, solche im Zusammenhang mit derartigen Verträgen oder Geschäften stehende Angelegenheiten in Betracht zu ziehen, diesbezüglich abzustimmen oder zu handeln.

Falls ein Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführer der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft hat, muss das betroffene Verwaltungsratsmitglied oder der betroffene Geschäftsführer dem Verwaltungsrat dieses persönliche Interesse mitteilen, und darf keine solche Transaktion in Betracht ziehen oder diesbezüglich abstimmen; über das Interesse des betreffenden Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführers wird in der nächstfolgenden Versammlung der Aktionäre Bericht erstattet.

Der Begriff «persönliches Interesse», wie im vorstehenden Satz aufgeführt, gilt nicht für die Beziehung zu oder das Interesse in irgendeiner Angelegenheit, Position oder einer Transaktion im Zusammenhang mit der HELVETIA PATRIA HOLDING AG oder irgendeiner ihrer Zweigstellen oder Tochtergesellschaften, oder mit einer sonstigen Gesellschaft oder Körperschaft wie sie der Verwaltungsrat nach Belieben von Zeit zu Zeit festlegen kann.

**Art. 18.** Die Gesellschaft kann jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Geschäftsführer, deren Erben, Testamentvollstrecker und Vermögensverwalter für alle Ausgaben entschädigen, welche diese im Zusammenhang mit jedweden Verfahren, Prozessen und Gerichtsverfahren hatten, in welchen sie in ihrer Eigenschaft als jetzige oder ehemalige Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsführer der Gesellschaft, oder, auf deren Antrag, jedweder anderen Gesellschaft in welcher die Gesellschaft Aktionär oder Gläubiger ist und von welcher sie keine Entschädigung beanspruchen können, beteiligt waren, es sei denn für solche Angelegenheiten, für welche sie in solchen Verfahren, Prozessen oder Gerichtsverfahren schließlich für grobe Fahrlässigkeit oder vorsätzliches Fehlverhalten für haftbar erklärt werden.

**Art. 19.** Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift zweier Verwaltungsratsmitglieder oder der Einzelunterschrift eines rechtmässig dazu bevollmächtigten Geschäftsführers der Gesellschaft verpflichtet, oder durch die Unterschrift jeder sonstigen vom Verwaltungsrat dazu bevollmächtigten Person.

**Art. 20.** Die Gesellschaft bestellt einen zugelassenen Wirtschaftsprüfer, welchem die durch das Gesetz vom 30. März 1988 über die Organismen für gemeinsame Anlagen vorgeschriebenen Aufgaben obliegen. Der Wirtschaftsprüfer wird von der jährlichen Hauptversammlung der Aktionäre gewählt und bleibt im Amt bis zur Ernennung seines Nachfolgers.

**Art. 21.** Wie nachstehend näher erläutert kann die Gesellschaft jederzeit ihre eigenen Aktien unter Berücksichtigung der gesetzlichen Bestimmungen zurückkaufen.

Jeder Aktionär kann den Rückkauf aller oder eines Teils seiner Aktien durch die Gesellschaft beantragen. Der Rückkaufspreis ist spätestens 7 Geschäftstage nach dem betreffenden Bewertungsstichtag oder, falls später, nach dem Datum an dem alle dazugehörigen Dokumente von der Gesellschaft erhalten worden sind, zu zahlen und entspricht dem gemäss

den Bestimmungen von Artikel 23 der vorliegenden Satzung festgelegten Inventarwert der Aktien der betreffenden Kategorie, minus der vom Verwaltungsrat bestimmten Rückkaufskosten und minus der Summe, die der Verwaltungsrat als angebrachte Provision für Steuern und Kosten (inklusive Stempel und anderen Steuern, Taxen und behördliche Kosten, Maklerkosten, Bankkosten, Überweisungskosten, Eintragungs- und Zertifikatskosten und anderen ähnlichen Kosten) («Handelskosten»), welche anfallen würden wenn das sich im Besitz der Gesellschaft befindliche Vermögen und welches in Betracht gezogen werden müßte für eine Schätzung, verkauft werden müßte zu den in der Schätzung angenommenen Preisen, unter der zusätzlichen Berücksichtigung aller anderen Faktoren, welche nach Meinung des Verwaltungsrats, der vorsichtig und gutgläubig handelt, berücksichtigt werden müßten; dieser Preis wird dann zu Gunsten der Gesellschaft abgerundet zur nächsten ganzen Einheit der Währung in der die bezügliche Kategorie berechnet wird.

Alle derartige Rückkaufsanträge müssen vom betreffenden Aktionär am Gesellschaftssitz in Luxemburg oder bei jedweder anderen von der Gesellschaft zu ihrem Agenten für den Aktienrückkauf ernannten Person oder Gesellschaft eingereicht werden; gleichzeitig müssen das oder die Aktienzertifikate (sofern solche ausgestellt wurden) zusammen mit ausreichenden Beweisen der Übertragung oder Abtretung ordnungsgemäß ausgehändigt werden.

Jedweder Rückkaufsantrag ist unwiderrufbar, ausser im Falle einer Rückkaufaufhebung gemäss Artikel 22 der vorliegenden Satzung. In Ermangelung eines Widerrufs erfolgt der Rückkauf wie vorerwähnt, am ersten Bewertungsstichtag nach der Aufhebung.

Die von der Gesellschaft zurückgekauften Aktien werden annulliert.

Jedweder Aktionär kann durch einen Antrag den Umtausch aller oder eines Teils seiner Aktien in Aktien einer anderen Kategorie, zum respektiven für die betreffende Kategorie festgelegten Inventarwert beantragen, welcher Preis durch die jeweiligen Handelskosten, und durch das Auf- und Abrunden, wie vom Verwaltungsrat entschieden werden kann, berichtigt wird. Der Verwaltungsrat kann unter anderem im Hinblick auf die Frequenz der Umwandlungen Einschränkungen auferlegen und für den Umtausch eine nach Gutdünken, im Interesse der Gesellschaft und des gesamten Aktionariates, festgelegte Gebühr in Rechnung stellen.

Soweit nicht eine anderweitige Entscheidung des Verwaltungsrates ergangen ist, wird kein Rückkauf oder Umtausch von einem einzigen Aktionär getätigt, welcher den Betrag von Euro 2.500,- oder dessen Gegenwert in einer anderen Währung oder die Zahl von 5 Aktien oder jedweden anderen vom Verwaltungsrat festzulegenden Betrag oder Zahl unterschreitet.

Im Falle wo ein Rückkauf oder ein Umtausch oder ein Verkauf von Aktien den Wert des Aktienbestands einer Kategorie eines einzelnen Aktionärs auf weniger als Euro 2.500,- oder den Gegenwert in einer anderen Währung oder auf einen niedrigeren vom Verwaltungsrat festzulegenden Betrag reduziert, wird angenommen, dass der betreffende Aktionär den Rückkauf oder den Umtausch seiner sämtlichen Aktien dieser Kategorie beantragt hat.

Falls Rückkaufsanträge für Aktien in einer Kategorie, die an einem Bewertungsstichtag auszuführen wären, mehr als 10% des Inventarwerts dieser Kategorie darstellen, kann der Fonds die Rückkäufe auf die Anzahl der Aktien begrenzen welche 10% des Inventarwerts dieser Kategorie an diesem Bewertungsstichtag darstellen. Solch eine Begrenzung wird für alle Aktionäre, die ihre Aktien für diesen Bewertungsstichtag zum Rückkauf geliefert haben, im Verhältnis zu der Zahl Aktien die von ihnen so geliefert wurden, Anwendung finden.

Jeder Rückkauf der an dem Tag nicht ausgeführt werden konnte, wird auf den nächsten Bewertungsstichtag verlegt und an dem Tag vorrangig, jedoch dem Tag der Lieferung entsprechend, und unter Vorbehalt der hier aufgeführten Begrenzung ausgeführt.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann beschliessen, falls zu irgendeinem Zeitpunkt der Gesamtinventarwert aller Aktien einer Kategorie weniger als der Gegenwert von Euro 5.000.000,- beträgt, sämtliche Aktien der betreffenden Kategorie zu dem am Tage, an welchem sämtliche zu dieser Kategorie gehörenden Guthaben realisiert wurden, anwendbaren Inventarwert zurückzukaufen.

**Art. 22.** Zum Zwecke der Festlegung des Ausgabe-, Rückkaufs- und Umtauschpreises pro Aktie bestimmt die Gesellschaft periodisch, je nach Bestimmung des Verwaltungsrats, jedoch mindestens zweimal im Monat, den Inventarwert der Aktien einer jeden Kategorie (wobei der Tag, an welchem der Inventarwert bestimmt wird, in der vorliegenden Satzung «Bewertungsstichtag» genannt wird), unter der Voraussetzung, dass der Bewertungsstichtag im Falle eines Bankfeiertages in Luxemburg oder an einem anderen vom Verwaltungsrat bestimmten Ort auf den nächstfolgenden Bankgeschäftstag verlegt wird.

Die Gesellschaft kann die Bestimmung des Inventarwerts der Aktien jeder Kategorie, die Ausgabe und den Rückkauf der Aktien dieser Kategorie, sowie den Umtausch von und in Aktien einer jeden Kategorie aussetzen:

a) für jedwede Periode während welcher eine der wichtigsten Wertpapierbörsen oder geregelten Märkten, an denen ein wesentlicher Teil der auf eine bestimmte Kategorie bezogenen Anlagen der Gesellschaft notiert werden, aus einem anderen Grund als dem des üblichen Feiertags geschlossen ist, oder während der Handel begrenzt oder vorübergehend eingestellt sind;

b) im Falle einer Notlage, infolge welcher sich die Verfügbarkeit oder die Bestimmung der auf solche Aktienkategorie bezogenen Bewertung der Vermögenswerte der Gesellschaft als unmöglich erweist; oder

c) im Falle des Ausfalls der normalerweise bei der Bestimmung des Preises oder des Werts der auf eine bestimmte Aktienkategorie bezogenen Anlagen oder der laufenden Preise oder Werte an jedweder Wertpapierbörse gebrauchten Kommunikationsmittel; oder

d) während jeder Periode, in welcher die Gesellschaft die Rückführung der Gelder zwecks Zahlung des Rückkaufspreises solcher Aktien einer bestimmten Kategorie nicht bewerkstelligen kann, oder während welcher jedwede Übertragung von Geldern für die Realisierung oder den Kauf von Anlagen oder für die Zahlung des Rückkaufspreises dieser Aktien nach Meinung der Verwaltungsratsmitglieder nicht zu üblichen Wechselkursen erfolgen kann.

Sofern es angebracht ist, wird diese vorübergehende Einstellung von der Gesellschaft bekanntgegeben und den Aktionären, welche den Rückkauf ihrer Aktien durch die Gesellschaft beantragen, beim Einreichen des Antrags für einen derartigen Rückkauf wie in Artikel 21 der vorliegenden Satzung angegeben, mitgeteilt.

Die vorübergehende Einstellung bezüglich irgendeiner Aktienkategorie wird keine Folgen auf die Festlegung des Inventar-, Ausgabe-, Rückkaufs- und Umtauschpreises der anderen Aktienkategorien haben.

**Art. 23.** Der Inventarwert der Aktien einer jeden Aktienkategorie der Gesellschaft wird in der Währung der entsprechenden Aktienkategorie als Pro-Aktie-Wert ausgedrückt und für jedweden Bewertungsstichtag festgelegt, indem der Nettovermögenswert der entsprechenden Aktienkategorie, welcher dem am besagten Datum auf die entsprechende Kategorie bezogenen Wert des Vermögens der Gesellschaft, abzüglich der auf diese einzelnen Kategorien fallenden Verbindlichkeiten entspricht, durch die Anzahl der ausgegebenen Aktien der entsprechenden Kategorie dividiert und das Ergebnis auf die nächste Währungseinheit ab- oder aufgerundet wird.

A. Die Vermögenswerte der Gesellschaft umfassen:

- a) sämtliche Bar- oder Kontoguthaben, einschliesslich der aufgelaufenen Zinsen;
- b) sämtliche Wechsel, Schuldscheine und fällige Forderungen (einschliesslich des Erlöses von verkauften jedoch nicht gelieferten Wertpapieren);
- c) sämtliche Obligationen, Nachsichtwechsel, Aktien, Wandel, Schuldverschreibungen, Bezugsrechte, Optionsscheine, Optionen und sonstigen Anlagen und Wertpapiere, welche sich im Besitz der Gesellschaft befinden oder für ihre Rechnung gekauft worden sind;
- d) sämtliche der Gesellschaft geschuldeten Aktien, Stockdividenden, Bardividenden und Barausschüttungen (vorausgesetzt, die Gesellschaft kann Berichtigungen im Hinblick auf die durch den Handel mit Ex-Dividenden, Ex-Bezugsrechten oder ähnliche Praktiken bedingten Schwankungen des Marktwertes der Wertpapiere vornehmen);
- e) sämtliche auf den von der Gesellschaft gehaltenen verzinslichen Wertpapieren aufgelaufene Zinsen, ausser wenn diese Zinsen im Nennwert des entsprechenden Wertpapiers einbegriffen oder wiedergegeben sind;
- f) die Gründungskosten der Gesellschaft, insofern diese nicht abgeschrieben wurden; und
- g) alle sonstigen Vermögenswerte jedweder Art, einschliesslich der Rechnungsabgrenzungsposten.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird folgendermassen festgelegt:

- 1) Es wird davon ausgegangen, dass der Wert der Bar- oder Kontoguthaben, Wechsel, Schuldscheine und fällige Forderungen, Rechnungsabgrenzungsposten, Bardividenden und wie vorerwähnt festgesetzten oder aufgelaufenen jedoch noch nicht vereinnahmten Zinsen den Gesamtwert darstellen, es sei denn dieser Betrag kann nicht voll gezahlt oder vereinnahmt werden, in welchem Falle der Wert bestimmt wird, indem derjenige Betrag abgezogen wird, den die Gesellschaft als angemessen erachtet um den realen Wert der Vermögenswerte zur Genüge widerzuspiegeln.
- 2) Der Wert der an jedweden Wertpapierbörsen notierten oder gehandelten Wertpapieren gründet auf dem letzten Kurs am Tage vor dem Bewertungsstichtag.
- 3) Der Wert der auf einem anderen geregelten Markt gehandelten Wertpapiere wird auf der Grundlage des letzten Kurses am Tag vor dem Bewertungsstichtag festgelegt.
- 4) Falls die im Portefeuille der Gesellschaft befindlichen Wertpapiere am betreffenden Bewertungsstichtag weder an einer Börse noch auf einem anderen geregelten Markt notiert oder gehandelt werden oder falls der gemäss Abschnitt 2) und 3) festgelegte Preis nicht dem realen Wert der an einer Börse oder auf jedwedem sonstigen geregelten Markt notierten oder gehandelten Wertpapiere entspricht, so wird der Wert dieser Wertpapiere nach dem Grundsatz von Treu und Glauben auf der Grundlage des vernünftig voraussichtlichen Verkaufspreises festgelegt.

B. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen:

- a) sämtliche Darlehen, Wechselverbindlichkeiten und Verpflichtungen;
- b) sämtliche aufgelaufenen oder zahlbaren Verwaltungsausgaben (einschliesslich der Anlageberatungsgebühren, der Verwahrungsgebühren und der Vergütung des Gesellschaftsbevollmächtigten);
- c) sämtliche jetzigen und zukünftigen bekannten Verbindlichkeiten, einschliesslich sämtlicher fällig gewordenen vertraglichen Verpflichtungen zur Zahlung in bar oder in Gütern, einschliesslich des Betrags jedweder von der Gesellschaft festgesetzten nicht ausgeschütteten Dividenden, sofern der Abschlusstag mit dem Stichtag für die Feststellung der dividendenberechtigten Person übereinstimmt oder diesem folgt.
- d) eine vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegte angemessene Rückstellung für bis zum Bewertungsstichtag aufgelaufene Steuern auf das Kapital und die Erträge und gegebenenfalls für Eventualverbindlichkeiten, vorbehaltlich der Genehmigung und der Billigung des Verwaltungsrats;

e) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten jedweder Art der Gesellschaft, mit Ausnahme der durch Gesellschaftsaktien verkörperten Verbindlichkeiten. Bei der Bestimmung der Höhe dieser Verbindlichkeiten hat die Gesellschaft sämtliche von der Gesellschaft zu zahlenden Ausgaben zu berücksichtigen; diese Ausgaben umfassen die Gründungskosten, die Vergütungen für Anlageberater, Anlageverwalter, Buchhalter, die Depotbank, Korrespondenzbanken, Registrierungsdomizil und Übertragungsstellen, jedwede Zahlstellen und ständigen Vertreter an den Registrierungsstellen, jedwede sonstige Geschäftsführer der Gesellschaft, Gebühren für Rechtsbeistand und Buchprüfungsdienstleistungen, die Förderungs-, Druck-, Berichtserstellungs- und Veröffentlichungskosten, einschliesslich der Werbekosten, der Kosten für die Ausarbeitung und den Druck von Prospekten, erklärende Memoranden oder Registrierungsanträge, die Steuern oder von der Regierung erhobenen Gebühren und sämtliche sonstigen Betriebskosten, einschliesslich der Kosten für den Kauf und den Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bank- und Courtagegebühren, Versandkosten, Telefon- und Telexgebühren. Die Gesellschaft kann die Verwaltungskosten und sonstige regelmässig wiederkehrende Kosten im voraus für ein Jahr oder jedwede andere Periode veranschlagen und diese gleichmässig über diese Zeitspanne verteilen.

C. Es wird eine Vermögensmasse für jede Aktienkategorie gebildet:

(a) der Erlös der Ausgabe jeder Aktienkategorie wird in den Gesellschaftsbüchern der für diese Kategorie von Aktien gebildeten Masse zugeteilt, und die Aktiva und Passiva sowie Einkünfte und Ausgaben gemäss den Bestimmungen des vorliegenden Artikels der entsprechenden Masse zugeordnet werden;

(b) falls ein Vermögenswert sich aus einem anderen Vermögenswert ergibt, so wird dieser abgeleitete Vermögenswert in den Gesellschaftsbüchern derselben Masse zugeordnet wie diejenigen Vermögenswerte, von welchem er abgeleitet wurde, und anlässlich jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird die Wertsteigerung oder die Wertminderung der entsprechenden Masse zugeordnet;

(c) falls die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingeht, welche in Verbindung mit einem Vermögenswert einer bestimmten Masse oder mit irgendeinem Geschäft im Zusammenhang mit einem Vermögenswert einer bestimmten Masse steht, so wird die betreffende Verbindlichkeit der entsprechenden Masse zugeordnet;

(d) falls Vermögenswerte oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft keiner bestimmten Masse zugeordnet werden kann, wird der betreffende Vermögenswert oder die Verbindlichkeit gleichmässig auf sämtliche Massen verteilt, oder insofern wie es die Summe der Verbindlichkeit justifiziert, anteilmässig zum Nettovermögenswert der Massen verteilt,

(e) bei der Zahlung von Dividenden an Inhaber jeder Aktienkategorie, wird der Betrag dieser Dividenden vom Nettovermögenswert dieser Aktienkategorie in Abzug gebracht.

D. Jede Masse von Vermögenswerten und Verbindlichkeiten besteht aus einem Portfolio von übertragbaren Wertpapieren oder anderen Vermögenswerten, in welche die Gesellschaft investieren darf, und der Anspruch jeder Aktienkategorie, die von der Gesellschaft ausgegeben wird, die in Verbindung mit der gleichen Masse steht, wird sich entsprechend der unten erwähnten Regeln ändern.

Zusätzlich können, in jeder Masse, für eine spezifische Aktienkategorie oder für mehrere spezifische Aktienkategorien, kategoriespezifische Vermögenswerte gehalten werden, die getrennt von dem gemeinsamen Portfolio aller Aktienkategorien einer solchen Masse gehalten werden, und spezifische Schulden für jede Aktienkategorie oder Aktienkategorien eingetragen werden.

Der Anteil im gemeinsamen Portfolio aller Aktienklassen einer gleichen Masse, das einer Aktienkategorie zugewiesen wird, wird bestimmt durch die Wahrnehmung von Ausgaben, Rückkäufen, Ausschüttungen, als auch Zahlungen von kategoriespezifischen Ausgaben, oder Einkommensbeiträgen, oder Verkaufserlösen, von kategoriespezifischen Vermögenswerten, wobei die Bewertungsregeln, die unten aufgeführt sind, mutatis mutandis angewendet werden.

Der Prozentsatz des Nettovermögenswertes des gemeinsamen Portfolios einer jeden solchen Masse die einer bestimmten Aktienkategorie zugewiesen wird, wird wie folgt bestimmt:

1) Zuerst sollte der Prozentsatz der Nettovermögenswerte des gemeinsamen Portfolios einer jeden Aktienkategorie zum Zeitpunkt der ersten Ausgabe von Aktien einer neuen Kategorie im Verhältnis zu der respektiven Anzahl von Aktien jeder Kategorie stehen;

2) Der Ausgabeerlös, der nach der Ausgabe einer spezifischen Aktienkategorie erhalten wird, wird dem gemeinsamen Portfolio zugeteilt und führt zu einer Vergrößerung des Anteiles im gemeinsamen Portfolio der betreffenden Aktienkategorie;

3) Falls die Gesellschaft für eine bestimmte Aktienkategorie spezifische Vermögenswerte kauft oder kategoriespezifische Ausgaben tätigt (jeder Anteil einer Ausgabe welche die Ausgaben anderer Aktienkategorien übertrifft inbegriffen) oder spezifische Ausschüttungen vornimmt oder den Rückkaufpreis von Aktien einer spezifischen Kategorie bezahlt, wird der Anteil des gemeinsamen Portfolios einer solchen Kategorie durch die Kosten die durch den Ankauf kategoriespezifischer Vermögenswerte aufkommen, durch das Zahlen von kategoriespezifischen Ausgaben, durch getätigte Ausschüttungen betreffend die Aktien einer solchen Kategorie oder durch das Zahlen des Rückkaufpreises bei Rückkauf der Aktien einer solchen Kategorie reduziert.

4) Der Wert von kategoriespezifischen Vermögenswerten und die Summe der kategoriespezifischen Schulden werden nur der Aktienkategorie oder den Kategorien zugeteilt, welche in Verbindung mit solchen Vermögenswerten oder Schulden stehen, und so wird der Nettovermögenswert pro Aktie einer solchen spezifischen Aktienkategorie oder spezifischer Aktienkategorien gesteigert oder gemindert.

E. Zum Zwecke des vorliegenden Artikels:

a) gelten die gemäss Artikel 21 der vorliegenden Satzung zurückzukaufenden Aktien bis unverzüglich nach Geschäftsabschluss an dem im vorliegenden Artikel bezeichneten Bewertungsstichtag als bestehend und werden als solche berücksichtigt und gelten ab diesem Tag und bis zur Zahlung des Preises als Verbindlichkeit der Gesellschaft;

b) gelten in Folge von erhaltenen Zeichnungsanträgen auszugebende Aktien der Gesellschaft, unverzüglich nach Geschäftsabschluss an dem Bewertungsstichtag an dem der Ausgabepreis errechnet wurde, als bestehend, und dieser Preis wird, bis er von der Gesellschaft erhalten worden ist, als Forderung der Gesellschaft angesehen werden;

c) werden sämtliche Anlagen, flüssige Mittel und sonstigen Vermögenswerte der Gesellschaft, welche nicht in der Währung des Nettovermögenswertes der entsprechenden Kategorie ausgedrückt sind, unter Berücksichtigung des am Bewertungsstichtag des Nettovermögenswertes der Aktien geltenden Wechselkurse bewertet; und

d) werden an einem Bewertungsstichtag die von der Gesellschaft an diesem Bewertungsstichtag abgeschlossenen Käufe oder Verkäufe von Wertpapieren soweit wie möglich berücksichtigt.

**Art. 23 bis.** 1) Der Verwaltungsrat kann die Vermögensmassen welche für jede Aktienkategorie laut Absatz C von Artikel 23 gebildet wurden (nachstehend ein «Teilnehmender Teilfonds») ganz oder teilweise miteinander anlegen und verwalten. Jede solche erweiterte Vermögensmasse (eine «Erweiterte Vermögensmasse») wird durch Überweisung in Bar oder (vorbehaltlich der unten erwähnten Einschränkungen) anderer Vermögenswerte durch jeden Teilnehmenden Teilfonds gegründet. Danach kann der Verwaltungsrat zu jeder Zeit weitere Überweisungen an die Erweiterte Vermögensmasse tätigen. Der Verwaltungsrat kann ebenfalls Vermögenswerte von der Erweiterten Vermögensmasse an einen Teilnehmenden Teilfonds überweisen; eine solche Überweisung ist jedoch auf die Beteiligung des betreffenden Teilfonds an der Erweiterten Vermögensmasse begrenzt. Vermögenswerte ausser Bargeld können einer Erweiterten Vermögens-

masse nur überwiesen werden falls diese Vermögenswerte für den Anlagebereich der betreffenden Erweiterten Vermögensmasse geeignet sind.

2) Die Vermögenswerte der Erweiterten Vermögensmasse zu denen jeder Teilnehmende Teilfonds berechtigt ist, werden nach den Vermögenszuweisungen und -entnahmen durch diesen Teilnehmenden Teilfonds und den Zuweisungen und Entnahmen zugunsten der anderen Teilnehmenden Teilfonds bestimmt.

3) Die in Bezug auf die Vermögenswerte in einer Erweiterten Vermögensmasse erhaltenen Dividenden, Zinsen und anderen als Einkommen betrachtbaren Ausschüttungen werden den Teilnehmenden Teilfonds im Verhältnis zu ihren jeweiligen Ansprüchen auf das Vermögen der Erweiterten Vermögensmasse zum Zeitpunkt des Erhaltens der betreffenden Zahlung gutgeschrieben.

**Art. 24.** Wenn immer die Gesellschaft Aktien zur Zeichnung anbietet, so entspricht der Preis pro Aktie, zu welchem diese Aktien angeboten und verkauft werden, dem vorbezeichneten Inventarwert für die entsprechende Aktienkategorie, zusätzlich einer vom Verwaltungsrat festgelegten Gebühr für Steuern und Kosten (inklusive Stempel und andere Steuern, Taxen, behördliche Kosten, Maklerkosten, Bankkosten, Überweisungskosten, Eintragungs- und Zertifikatskosten und andere ähnliche Kosten) («Handelskosten»), welche anfallen würde wenn das sich im Besitz der Gesellschaft befindliche Vermögen, welches in Betracht gezogen werden müßte für eine Schätzung, gekauft werden müßte zu den in der Schätzung angenommenen Preisen, und unter der zusätzlichen Berücksichtigung aller anderen Faktoren, die nach Meinung des Verwaltungsrates berücksichtigt werden müssen, zuzüglich der in den Verkaufsdokumenten festgelegten Verkaufsgebühr, dieser Preis ist aufzurunden zu der nächsten ganzen Einheit der Währung, in welcher der Inventarwert dieser Aktie gerechnet wird. Der auf diese Weise festgelegte Preis ist spätestens sieben Geschäftstage nach dem betreffenden Bewertungsstichtag oder binnen einer kürzeren Zeitspanne wie vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit bestimmt werden kann, zahlbar.

**Art. 25.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Oktober und endet am dreißigsten September des folgenden Jahres, mit Ausnahme des ersten Geschäftsjahres, welches am Datum der Gesellschaftsgründung beginnt und am dreißigsten September 2002 endet.

Die Konten der Gesellschaft werden in Euro ausgedrückt. Im Falle verschiedener Aktienkategorien, wie in Artikel 5 der Satzung vorgesehen, und wenn die Konten dieser Aktienkategorie in verschiedenen Währungen ausgedrückt sind, werden diese Konten in Euro umgewandelt und zusammengerechnet im Hinblick auf die Festsetzung der Konten der Gesellschaft.

**Art. 26.** Die Verteilung des jährlichen Einkommens sowie sämtliche sonstige Ausschüttungen werden von der jährlichen Hauptversammlung auf Vorschlag des Verwaltungsrates festgelegt.

Jedweder Beschluss einer Hauptversammlung der Aktionäre betreffend der Ausschüttung von Dividenden oder anderer Ausschüttungen an die Aktieneigentümer einer Aktienkategorie, unterliegt zusätzlich der vorherigen Abstimmung, nach dem Mehrheitsprinzip wie hier oben festgelegt, der Aktieneigentümer dieser Aktienkategorie.

Auf Beschluss des Verwaltungsrates und in Übereinstimmung mit den Gesetzen können Zwischendividenden auf Aktien jedweder Kategorie gezahlt werden. Es wird keine Ausschüttung von Dividenden getätigt werden wenn diese Ausschüttung das Kapital der Gesellschaft unter dem vom Gesetz festgelegten Minimum fallen lassen würde. Es werden keine Ausschüttungen auf den Thesaurierungsanteilen vorgenommen. Die Inhaber dieser Aktien nehmen im gleichen Masse in dem Ergebnis der Gesellschaft teil da sich ihr prorata Anteil an den Ergebnissen in ihrem Nettovermögenswert widerspiegelt.

Festgesetzte Dividenden werden in den vom Verwaltungsrat festgesetzten Währungen, Ort und Zeitpunkt ausgezahlt.

Die Dividenden einer jeden Aktienkategorie können gegebenenfalls, eine Vorwegnahme auf ein Ausgleichskonto mit sich führen; ein Konto welches für eine diesbezügliche Aktienkategorie eingerichtet wird, und welches im gegebenen Falle, und für die diesbezügliche Aktienkategorie, in Folge einer Aktienaussgabe gutgeschrieben wird und im Falle eines Aktienrückkaufs belastet wird und dies, über eine Summe welche auf Basis des Teils der aufgelaufenen Einkommen der diesbezüglichen Aktien, gerechnet wird.

**Art. 27.** Die Gesellschaft muss einen Vertrag mit einer gemäss der luxemburgischen Gesetzgebung über Organismen für gemeinsame Anlagen zur Ausübung von Bankgeschäften, berechtigten Bank («die Depotbank»), abschliessen. Sämtliche Bankguthaben und Wertpapiere der Gesellschaft werden von der Depotbank oder zu ihren Gunsten verwahrt, welche gemäss der Gesetzgebung gegenüber der Gesellschaft und den Aktieneigentümern haftet.

Wünscht die Depotbank vom Vertrag zurückzutreten, so hat sich der Verwaltungsrat um eine neue Gesellschaft zu bemühen, die als Depotbank handeln soll. Die Verwaltungsratsmitglieder dürfen die Depotbank nicht ihres Amtes entheben bevor eine Nachfolgebank gemäss dieser Vorschrift ernannt wurde um deren Amt zu übernehmen.

**Art. 28.** Im Falle der Auflösung der Gesellschaft erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (welche natürliche Personen oder Rechtspersonen sein können) und von der diese Auflösung beschließenden Versammlung der Aktionäre ernannt werden, die ebenfalls ihre Befugnisse und ihre Vergütung festlegt. Der Nettoerlös der Auflösung bezüglich jeder Aktienkategorie wird durch den Liquidatoren an den Eigentümer dieser Aktien proportional zu seinem Besitz der entsprechenden Aktienkategorie gezahlt.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann entscheiden eine Aktienkategorie zu liquidieren falls eine die Aktienkategorie betreffende Änderung der wirtschaftlichen oder politischen Lage eine Liquidation rechtfertigt. Diese Entscheidung wird vor dem wirksamen Datum der Liquidation von der Gesellschaft veröffentlicht und die Veröffentlichung wird die Gründe und die Vorgehensweise der Liquidation beschreiben. Die Aktionäre der betreffenden Kategorie können weiterhin den Rückkauf oder den Umtausch ihrer Aktien verlangen, es sei denn der Verwaltungsrat entscheidet, dass dies nicht erlaubt ist begründet auf den Interessen der Aktionäre oder um die Gleichbehandlung der Aktionäre zu gewähr-

leisten. Vermögenswerte welche bei Abschluß der Liquidation der betreffenden Kategorie nicht ausgeschüttet werden konnten, werden für einen Zeitraum von sechs Monaten nach Abschluß der Liquidation bei der Depotbank hinterlegt. Nach diesem Zeitraum werden die Vermögenswerte bei der Caisse des Consignations zugunsten der dazu Berechtigten hinterlegt.

Unter den selben Umständen wie im vorhergehenden Abschnitt angeführt, kann der Verwaltungsrat entscheiden eine Aktienkategorie durch Einbringen in eine andere Aktienkategorie aufzulösen. Außerdem kann ein solcher Zusammenschluß durch den Verwaltungsrat entschieden werden wenn das Interesse der Aktionäre der betreffenden Kategorien dies verlangt. Diese Entscheidung wird, wie im vorhergehenden Abschnitt vorgesehen, veröffentlicht und die Veröffentlichung wird außerdem Informationen über die neue Aktienkategorie beinhalten. Diese Veröffentlichung wird wenigstens einen Monat vor dem Tag des Inkrafttretens des Zusammenschlusses erfolgen um den Aktionären zu ermöglichen den kostenlosen Rückkauf ihrer Aktien vor diesem Inkrafttreten zu verlangen.

Unter den selben Umständen wie oben angeführt kann der Verwaltungsrat ebenfalls entscheiden eine Aktienkategorie durch Einbringen in andere Organismen für gemeinsame Anlagen, die durch die Gesetze des Großherzogtum Luxemburgs geregelt sind, aufzulösen. Außerdem kann ein solcher Zusammenschluß durch den Verwaltungsrat entschieden werden wenn das Interesse der Aktionäre der betreffenden Kategorie dies verlangt. Diese Entscheidung wird wie oben angeführt veröffentlicht und die Veröffentlichung wird außerdem Informationen über das betreffende Organismus für gemeinsame Anlagen beinhalten. Diese Veröffentlichung wird wenigstens einen Monat vor dem Tag des Inkrafttretens des Zusammenschlusses erfolgen um den Aktionären zu ermöglichen den kostenlosen Rückkauf ihrer Aktien vor diesem Inkrafttreten zu verlangen. Im Fall einer Fusion mit einem Organismus für gemeinsame Anlagen welcher die Form eines fonds commun de placement hat, wird die Fusion nur für die Aktionäre der betreffenden Kategorie gelten welche ausdrücklich der Fusion zustimmen werden.

Die Umgestaltung einer Aktienkategorie durch eine Aufteilung in zwei oder mehrere Kategorien kann vom Verwaltungsrat entschieden werden falls der Verwaltungsrat feststellt, daß die Interessen der Aktionäre der betreffenden Kategorie dies verlangen oder eine die Aktienkategorie betreffende Änderung der wirtschaftlichen oder politischen Lage dies rechtfertigt. Eine solche Entscheidung wird wie oben erwähnt veröffentlicht und die Veröffentlichung wird außerdem Informationen über die zwei oder mehrere neuen Kategorien beinhalten. Diese Veröffentlichung wird wenigstens einen Monat vor dem Tag des Inkrafttretens der Umgestaltung erfolgen um den Aktionären zu ermöglichen den kostenlosen Rückkauf ihrer Aktien vor diesem Inkrafttreten zu verlangen.

Falls eine Fusion, Unterteilung oder Teilung wie oben und im dritten und letzten Abschnitt von Artikel 5 angeführt die Zuteilung an Aktionäre von Aktienbruchstücken zur Folge hat und falls die betroffenen Aktien zur Abwicklung in einem clearing system zugelassen sind welches gemäß seinen Betriebsregeln die Abwicklung und Glatstellung von Aktienbruchstücken nicht zuläßt oder falls der Verwaltungsrat beschlossen hat keine Aktienbruchstücke in der betreffenden Kategorie aufzulegen, ist der Verwaltungsrat ermächtigt den betreffenden Aktienbruchteil zurückzukaufen. Der Inventarwert des zurückgekauften Bruchteils wird an die jeweiligen Aktionäre ausgeschüttet, es sei denn er beträgt weniger als Euro 25,-.

**Art. 29.** Die vorliegende Satzung kann von einer Versammlung der Aktionäre, die nach den Luxemburger Gesetzen ordentlich, was die Beschlussfähigkeit und die Stimmabgabe einberufen ist, abgeändert werden. Jegliche Abänderung bezüglich der Rechte von Aktieneigentümer einer bestimmten Kategorie gegenüber Aktien einer anderen Kategorie unterliegt desweiteren den Beschlussfähigkeits- und Stimmabgabenbestimmungen der betreffenden Aktienkategorien.

**Art. 30.** Sämtliche nicht in der vorliegenden Satzung vorgesehenen Angelegenheiten unterliegen dem Gesetz vom 10. August 1915 betreffend dem Gesetz über Handelsgesellschaften und deren späteren Änderungen sowie dem Gesetz vom 30. März 1988 betreffend Organismen für gemeinsame Anlagen.

#### *Zeichnung - Einzahlung*

Die obengenannten Parteien haben die folgende Anzahl von Aktien gezeichnet:

Aktionäre	gezeichnetes Kapital der Aktien	Anzahl
1) HELVETIA SCHWEIZERISCHE LEBENSVERSICHERUNGS AG . . . . .	15.000,- Euro	150
2) HELVETIA ASSICURAZIONI, Rappresentanza Generale e Direzione per l'Italia . . . . .	16.000,- Euro	160
Total: . . . . .	31.000,- Euro	310

Die Aktien wurden zum Ausgabepreis von hundert Euro (100,- EUR) pro Aktie gezeichnet und vollständig eingezahlt, der Beweis hierfür wurde dem unterzeichneten Notar vorgelegt.

#### *Bestätigung*

Der unterzeichnete Notar bestätigt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften genannten Bedingungen erfüllt sind. Die Zeichner erklären dass nach Festlegung durch den Verwaltungsrat nach Artikel 5 Paragraph 6 der Kategorien von Aktien welche die Gesellschaft ausgeben wird sie festlegen werden zu welcher dieser Kategorien die gezeichneten Aktien zuzurechnen sind.

#### *Ausgaben*

Die obengenannten Personen erklären, dass die Ausgaben, Kosten, Entgelte oder Auslagen ungeachtet ihrer Art, welche der Gesellschaft aufgrund der Gesellschaftsgründung obliegen auf etwa sechstausendzweihundert Euro geschätzt werden.

#### *Ausserordentliche Generalversammlung*

Die obengenannten Personen, die das ganze gezeichnete Kapital vertreten und sich als ordnungsgemäss einberufen bezeichnen, haben sofort eine Generalversammlung der Aktionäre einberufen.



Nachdem festgestellt wurde, dass die Versammlung rechtsgültig zusammengesetzt ist, hat sie einstimmig folgende Beschlüsse gefasst;

*Erster Beschluss*

Die folgenden Personen wurden als Verwaltungsratsmitglieder bestellt:

- John Noorlander, Dr. rer. pol., Mitglied der Direktion, HELVETIA PATRIA, Basel, Schweiz;
- Hans Hofstetter, Mitglied der Direktion, HELVETIA PATRIA, Basel, Schweiz;
- Louis Norman-Audenhove, Dr. rer. soc.oec, Mitglied des Vorstandes, DER ANKER, Wien, Österreich;
- Rolf-Dieter Brennemann, Diplom Volkswirt, Abteilungsdirektor, HELVETIA Direktion für Deutschland, Frankfurt a.M., Bundesrepublik Deutschland;
- L. Enzo Goi, Membro del Comitato del Direzione, HELVETIA ASSICURAZIONI, Milano, Italia.

*Zweiter Beschluss*

Als unabhängiger Wirtschaftsprüfer wurde bestellt:

ERNST & YOUNG, 7, Parc d'Activité, Syrdall, L-5365 Munsbach, Luxemburg.

*Dritter Beschluss*

Der Gesellschaftssitz befindet sich in 1A, Parc d'Activité, Syrdall, L-5365 Munsbach, Luxemburg.

Hierauf wurde die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg aufgesetzt an dem Tag wie anfangs in diesem Dokument eingetragen.

Der unterzeichnete Notar, welcher der englischen Sprache mächtig ist, erklärt dass auf Verlangen der obengenannten Personen diese Urkunde in englischer Sprache abgefasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, wird der englische Text massgebend sein.

Nachdem das Dokument den verschiedenen Personen vorgelesen und übersetzt wurde, haben die erschienenen Personen zusammen mit dem unterzeichneten Notar die vorliegende Originalurkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: G. Juncker, J.J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 14 mai 2002, vol. 867, fol. 99, case 7. – Reçu 1.200 euros.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Für gleichlautende Ausfertigung, erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Sammlung für Gesellschaften und Vereinigungen.

Beles, den 15. Mai 2002.

J.-J. Wagner.

(35775/239/1343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2002.

**RABOBANK CORPORATE SERVICES LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme,  
(anc. RABOBANK TRUST COMPANY LUXEMBOURG S.A.).**

Registered office: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 37.363.

In the year two thousand two, on the fourth of February.

Before the undersigned Maître Gérard Lecuit, notary public residing in Hesperange.

Was held an Extraordinary General Meeting of shareholders of RABOBANK TRUST COMPANY LUXEMBOURG S.A. a société anonyme, having its registered office in Luxembourg, constituted by a notarial deed, on July 3, 1991, published in the Mémorial C, Recueil Spécial Spécial, n° 310 of August 10, 1991. The articles of incorporation have been modified for the last time by a notarial deed on May 2, 2000, published in the Mémorial C, Recueil, number 679 of September 21, 2000.

The meeting was opened by Mrs Isabelle Rosseneu, trust officer, residing in Schrassig, being in the chair,

who appointed as secretary Mrs Myriam Schmit, employée privée, residing in Kehlen.

The meeting elected as scrutineer Mrs Liliane Hofferlin, employée privée, residing in Howald.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the meeting is the following:

Amendment of the name of the company into RABOBANK CORPORATE SERVICES LUXEMBOURG S.A. and subsequent amendment of the article 1 of the Articles of Association.

II. The shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders, the board of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The proxies of the represented shareholders will also remain annexed to the present deed.

III. As appears from the said attendance list, all the shares in circulation are present or represented at the present general meeting, so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

After the foregoing has been approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolution:

*Sole resolution*

The general meeting decides to amend the name of the company into RABOBANK CORPORATE SERVICES LUXEMBOURG S.A. and decides subsequently to amend the article 1 of the Articles of Association as follows:

«**Art. 1.** There exists among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a corporation in the form of a société anonyme under the name of RABOBANK CORPORATE SERVICES LUXEMBOURG S.A.»

There being no further business, the meeting is terminated.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Whereof the present deed was drawn up in Hesperange, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille deux, le quatre février.

Par-devant, Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme RABOBANK TRUST COMPANY LUXEMBOURG S.A., avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte notarié reçu en date du 3 juillet 1991, publié au Mémorial C, Recueil Spécial, numéro 310 du 10 août 1991, dont les statuts furent modifiés en dernier lieu suivant acte notarié du 2 mai 2000, publié au Mémorial C, Recueil, numéro 679 du 21 septembre 2000.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Isabelle Rosseneu, trust officer, demeurant à Schrassig, qui désigne comme secrétaire Madame Myriam Schmit, employée privée, demeurant à Kehlen.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Liliane Hofferlin, employée privée, demeurant à Howald.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

*Ordre du jour:*

Modification de la dénomination de la société en RABOBANK CORPORATE SERVICES LUXEMBOURG S.A. et modification afférente de l'article 1<sup>er</sup> des statuts.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, cell-ci prend à l'unanimité des voix la résolution suivante:

*Résolution unique*

L'assemblée décide de modifier la dénomination de la société en RABOBANK CORPORATE SERVICES LUXEMBOURG S.A. et décide en conséquence de modifier l'article 1<sup>er</sup> des statuts comme suit:

«**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront actionnaires une société en la forme d'une société anonyme sous la dénomination RABOBANK CORPORATE SERVICES LUXEMBOURG S.A.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: I. Rosseneu, M. Schmit, L. Hofferlin, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 7 février 2002, vol. 133S, fol. 89, case 3. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 5 mars 2002.

G. Lecuit.

(20388/220/83) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2002.

**RABOBANK CORPORATE SERVICES LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg.  
R. C. Luxembourg B 37.363.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 5 mars 2002.

G. Lecuit.

(20389/220/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2002.

**HEITMAN CENTRAL EUROPE PROPERTY PARTNERS, Fonds Commun de Placement.**

## AMENDMENT AGREEMENT TO THE MANAGEMENT REGULATIONS

Between:

1) HCEPP MANAGEMENT COMPANY, S.à r.l., a company incorporated on September 28, 2000, as a société à responsabilité limitée under the laws of Luxembourg, having its registered office at 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the «Management Company»); and

2) DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., a Luxembourg Bank under the form of a public limited company with its registered office at 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the «Custodian»);

Whereas:

a) Pursuant to the Management Regulations of the HEITMAN CENTRAL EUROPE PROPERTY PARTNERS, a Luxembourg mutual investment fund (the «Fund»), the Management Company may, with the approval of the Custodian and with the unanimous consent of the Investment Committee (except as provided in Section 27.1(b) of the Management Regulations), amend the Management Regulations of the Fund, in whole or in part.

b) A meeting of the Investment Committee held on 3 October 2001 has unanimously approved the amendments proposed to be made to the Management Regulations.

c) The Management Company and the Custodian are satisfied that the amendments proposed to be made to the Management Regulations are in the best interests of the holders of Units; the Amendment to the Management Regulations as agreed below shall become effective at the date of the execution of the present agreement by the Custodian.

Now therefore it is agreed as follows:

The Custodian and the Management Company hereby agree to amend the Management Regulations as follows:

**Art. 7. Investment Objective**

1) Amendment of section 7.2. (b) which shall henceforth read as follows:

«The ratio of developments to total Project Investments will be determined according to market conditions, provided that at any given time, (i) the Development Ratio shall not exceed 40% and (ii) not more than 25% of the total Commitments shall be invested in Development Projects that are preleased, on average, below 70% of net rentable area («Speculative Developments»). Once 70% of the net rentable area of a Project is leased, such Project shall no longer constitute a Speculative Development. For purposes of these Management Regulations, a Project that is developed or redeveloped by the Fund shall constitute a Development Project («Development Project») until the date on which (i) construction of such Project has been substantially completed and (ii) more than 80% of the net rentable area has been leased.»

2) Amendment of section 7.2 (c) which shall henceforth read as follows:

«With respect to the investments in the Region, Commitments attributable to Project Investments (direct or indirect) in Poland will not exceed 60% of the Fund's total Commitments; Commitments attributable to Project Investments (direct or indirect) in the Czech Republic will not exceed 45% of the total Commitments; and Commitments attributable to Project Investments (direct or indirect) in Hungary will not exceed 40% of the total Commitments.»

This Amendment Agreement is governed by Luxembourg law and the parties hereto accept the arbitration and the jurisdiction as set forth in article 27 of the Management Regulations.

In witness whereof, the parties hereto have this instrument to be executed in three originals.

The Management Company

Signature

Dated as of 26 February 2002

The Custodian

Signature

Dated as of 19 March 2002

Enregistré à Luxembourg, le 17 mai 2002, vol. 568, fol. 28, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(36550/250/49) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2002.

**DIAMONDS-BELCREO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8009 Strassen, 43, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 65.726.

L'an deux mille deux, le sept février.

Par devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée DIAMONDS-BELCREO, S.à r.l., ayant son siège social à L-1835 Luxembourg, 21, rue des Jardiniers, R.C. Luxembourg section B numéro 65.726, constituée suivant acte reçu le 16 juillet 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 726 du 21 octobre 1998.

L'assemblée est présidée par Monsieur Gustaaf Saeys, administrateur de sociétés, demeurant à Gijzegem (Belgique).

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Hubert Janssen, juriste, demeurant à Torgny (Belgique).

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les associés présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les 500 (cinq cents) parts, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les associés ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

- 1.- Transfert du siège social.
- 2.- Approbation de la cession de parts sociales.
- 3.- Conversion du capital de 500.000,- LUF en 12.400,- Euro.
- 4.- Démission et nomination du gérant.

Après approbation de ce qui précède, il est décidé ce qui suit à l'unanimité:

*Première résolution*

L'assemblée décide:

- de transférer le siège social de Luxembourg à l'adresse suivante: L-8009 Strassen, 43, route d'Arlon;
- de modifier par conséquent le premier paragraphe de l'article 3 des statuts pour lui donner la teneur suivante: «Le siège social est établi à Strassen.».

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide d'approuver la cession d'1 (une) part sociale de Madame Ann de Blick, demeurant à Deurne (Belgique) à Monsieur Gustaaf Saeys, prénommé, par acte sous seing privé en date du 13 avril 2001, contenant entre autre l'acceptation de la dite cession par le gérant de la société, conformément à l'article 190 de la loi du 10 août 1915 et à l'article 1690 du code civil.

*Troisième résolution*

L'assemblée décide:

- de supprimer la valeur nominale des 500 (cinq cents) parts sociales existantes;
  - de changer la devise d'expression du capital social souscrit et de la comptabilité de LUF en Euros au taux de conversion en zone Euro, tel que fixé officiellement le 31 décembre 1999 à EUR 1,-=LUF 40,3399, portant ainsi le capital social arrondi à EUR 12.400,- (douze mille quatre cents Euros); cette conversion est à considérer comme effective, avec effet rétroactif à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2002;
  - de remplacer les 500 (cinq cents) parts sociales sans désignation de valeur nominale par 496 (quatre cent quatre-vingt-seize) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25,- (vingt-cinq Euros) chacune.
- Tous pouvoirs sont conférés au gérant de procéder aux écritures comptables qui s'imposent.

*Quatrième résolution*

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier l'article 6 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à EUR 12.400,- (douze mille quatre cents Euros), représenté par 496 (quatre cent quatre-vingt-seize) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25,- (vingt-cinq Euros) chacune.

Chaque part donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires. Ces parts ont été souscrites comme suit:

1) LUXEMBOURG AGRATEX FINANCE S.A., en abrégé L.A.F. S.A., ayant son siège social Strassen: quatre cent quatre-vingt-quinze parts sociales . . . . .	495
2) Monsieur Gustaaf Saeys, administrateur de sociétés, demeurant à Gijzegem (Belgique): une part sociale . . . . .	1
Total: quatre cent quatre-vingt-seize part sociales . . . . .	<u>496</u> »

*Cinquième résolution*

L'assemblée décide d'accepter la démission, avec décharge entière et définitive, de Madame Anne de Blick, demeurant à Deurne (Belgique), comme gérant de la société, avec effet rétroactif à partir du 31 décembre 2001.

L'assemblée décide de nommer comme nouveau gérant à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002:

Monsieur Joseph Verbeeck, driver, demeurant à B-3201 Aarschot (Belgique), 41, Mouthorensteenweg, lequel a accepté son mandat par lettre en date du 9 janvier 2002.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: G. Saeys, H. Janssen, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 14 février 2002, vol. 133S, fol. 100, case 3. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mars 2002.

J. Elvinger.

(20400/211/74) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2002.

**CHATIGNY S.A., Société Anonyme en liquidation.**

Siège social: L-7233 Bereldange, 40, Cité Grand-Duc Jean.  
R. C. Luxembourg B 37.867.

*Assemblées Générales des 26 et 28 février 2002*

Il résulte du procès-verbal de l'A. G. du 26 février 2002 que les actionnaires dûment convoqués et représentés ont pris, à l'unanimité des actionnaires représentés, les résolutions suivantes:

*Unique résolution*

L'assemblée approuve la nomination de la S.à r.l. EUROPEAN AUDIT en tant que commissaire aux comptes.

Il résulte du procès-verbal de l'A. G. du 28 février 2002 que les actionnaires dûment convoqués et représentés ont pris, à l'unanimité des actionnaires présents respectivement représentés, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée approuve le bilan et le compte des profits et pertes de l'exercice 2000.

*Deuxième résolution*

L'assemblée approuve les déclarations d'impôt des années 1998 à 2000.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2002.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 11 mars 2002, vol. 565, fol. 57, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): Signature.

(20311/287/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2002.

**CHATIGNY S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7233 Bereldange, 40, Cité Grand-Duc Jean.  
R. C. Luxembourg B 37.867.

*Procès-verbal l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 février 2002*

L'assemblée désigne comme Président M<sup>e</sup> Yves Wagener, liquidateur judiciaire, comme secrétaire M<sup>e</sup> Barbara Rousseau, et comme scrutateur Mme Michèle Medernach.

Le bureau constate que toutes les actions de l'actionnaire AVALON S.A. sont représentées de sorte que la présente assemblée peut valablement délibérer sur son ordre de jour qui est le suivant:

1) Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 2000.

2) Approbation et signature des déclarations d'impôt des années 1998 à 2000.

Ensuite, l'assemblée générale a pris, par votes séparés et à l'unanimité des actionnaires présents respectivement représentés, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée approuve le bilan et le compte des profits et pertes de l'exercice 2000.

*Deuxième résolution*

L'assemblée approuve les déclarations d'impôt des années 1998 à 2000.

Signature / Signature / Signature

Le Président / Le Scrutateur / Le Secrétaire

Enregistré à Luxembourg, le 11 mars 2002, vol. 565, fol. 57, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): Signature.

(20312/287/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2002.

**CHATIGNY S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7233 Bereldange, 40, Cité Grand-Duc Jean.  
R. C. Luxembourg B 37.867.

*Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 26 février 2002*

L'assemblée désigne comme Président M<sup>e</sup> Yves Wagener, liquidateur judiciaire, comme secrétaire M<sup>e</sup> Barbara Rousseau, et comme scrutateur Mme Michèle Medernach.

Le bureau constate que toutes les actions de l'actionnaire AVALON S.A. sont représentées de sorte que la présente assemblée peut valablement délibérer sur son ordre du jour qui est le suivant:

- Approbation de la nomination de la S.à r.l. EUROPEAN AUDIT en tant que Commissaire aux comptes.

Ensuite, l'assemblée générale a pris, par votes séparés et à l'unanimité des actionnaires représentés, la résolution suivante:

*Unique résolution*

L'assemblée approuve la nomination de la S.à r.l. EUROPEAN AUDIT, en tant que Commissaire aux comptes.

Signature / Signature / Signature

Le Président / Le Scrutateur / Le Secrétaire

Enregistré à Luxembourg, le 11 mars 2002, vol. 565, fol. 57, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): Signature.

(20313/287/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2002.

---

**CHATIGNY S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7233 Bereldange, 40, Cité Grand-Duc Jean.  
R. C. Luxembourg B 37.867.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 11 mars 2002, vol. 565, fol. 57, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mars 2002.

Signature.

(20314/287/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2002.

---

**LSS, LORENTZEN & STEMOCO & SOBELNORD, Société Anonyme.**

Registered office: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

**STATUTES**

In the year two thousand and two, on the twenty-second day of January.

Before Us Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared the following:

1.- SOBELNORD S.A., a company incorporated under the laws of Belgium, having its registered office in Suikerrui 5, B-2000 Antwerp, Belgium,

represented by Mr Marc Loesch, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given at Antwerpen, on January 9, 2002, and

2.- LORENTZEN & STEMOCO AS, a company incorporated under the laws of Norway, having its registered office in Lilleakerveien 4, N-0283 Oslo, Norway,

represented by Mr Marc Loesch, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given at Oslo, on January 14, 2002.

These proxies, signed by all the appearing persons and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing parties, acting in the above stated capacities, have drawn up the following articles of incorporation of a company, which they declared organized among themselves:

**Chapter I. Form, Name, Registered office, Object, Duration**

**Art. 1. - Form, Name**

There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter created a company (the «Company») in the form of a société anonyme which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg («Luxembourg») and by the present articles.

The Company will exist under the name of LORENTZEN & STEMOCO & SOBELNORD, in abbreviation LSS. The Company may use the complete corporate name or the abbreviation at its discretion.

**Art. 2. - Registered Office**

The Company will have its registered office in the City of Luxembourg. The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the board of directors.

In the event that extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the board of directors, under its discretion, may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company.

Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by one of the bodies or persons entrusted with the daily management of the Company.

**Art. 3. - Object**

The object of the Company is the purchase, sale, freighting, affreightment and management of seagoing vessels as well as all financial and commercial operations which are directly or indirectly related to the Company's object.

**Art. 4. - Duration**

The Company is formed for an unlimited duration.

The Company may be dissolved at any time pursuant to a resolution of the meeting of shareholders resolving in conformity with the provisions of the law.

**Chapter II. Capital, Shares**

**Art. 5. - Corporate Capital**

The corporate capital of the Company is set at thirty-one thousand euro (31,000.- EUR) divided into three hundred and ten (310) shares with a par value of hundred euro (EUR 100.-) per share.

All the shares are fully paid in.

**Art. 6. - Shares**

The shares will be in the form of registered shares. The Company shall maintain a shareholders' register.

**Chapter III. Board of Directors, Statutory Auditors**

**Art. 7. - Board of Directors**

The Company will be administered by a board of directors composed of at least three members who need not be shareholders.

The directors will be elected by the shareholders' meeting, which will determine their number, for a period not exceeding six years, and they will hold office until their successors are elected. They are re-eligible, but they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders' meeting.

In the event of a vacancy on the board of directors, the remaining directors may meet and may elect by majority vote a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

**Art. 8. - Meetings of the Board of Directors**

The board of directors will choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors will meet upon call by the chairman. A meeting of the board must be convened if any two directors so require.

The chairman of the board will preside at all meetings of shareholders and of the board of directors, but in his absence the general meeting or the board will appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority present at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least one week's written notice of board meetings shall be given. Any such notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted.

The notice may be waived by the consent in writing or by telefax, cable, telegram or telex of each director. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Every board meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the board may from time to time determine.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex another director as his proxy.

A quorum of the board shall be the presence or the representation of a majority of the directors holding office.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In case of a tied vote, the chairman of the meeting shall have the casting vote.

In case of emergency, a written decision, signed by all the directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of directors which was duly convened and held.

Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

**Art. 9. - Minutes of meetings of the Board of Directors**

The minutes of any meeting of the board of directors will be signed by the chairman of the meeting and by the board member who is responsible for the keeping of the minutes of the meeting. Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman of the meeting or by any two members of the board of directors.

**Art. 10. - Powers of the Board of Directors**

The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the board of directors.

**Art. 11. - Delegation of Powers**

The board of directors may delegate the daily management of the Company and the representation of the Company within such daily management to one or more directors, officers, executives, employees or other persons who may but need not be shareholders, or delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or agents chosen by it.

Delegation of daily management to a member of the board is subject to previous authorization by the general meeting of shareholders.

**Art. 12. - Representation of the Company**

The Company will be bound towards third parties by the joint signatures of any two directors or by the single signature of the person to whom the daily management of the Company has been delegated, within such daily management, or by the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the board, but only within the limits of such power.

**Art. 13. - Statutory Auditors**

The supervision of the operations of the Company is entrusted to one auditor or several auditors who need not be shareholders.

The auditors will be elected by the shareholders' meeting, which will determine their number, for a period not exceeding six years, and they will hold office until their successors are elected. They are re-eligible, but they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders' meeting.

#### **Chapter IV. Meeting of Shareholders**

##### **Art. 14. - Powers of the Meeting of Shareholders**

Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders. It has the powers conferred upon it by law and by the present articles.

##### **Art. 15. - Annual General Meeting**

The annual general meeting will be held in Luxembourg, at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting on the last Wednesday of the month of May of each year, at 10.00 a.m..

If such day is a public holiday, the meeting will be held on the next following business day.

##### **Art. 16. - Other General Meetings**

The board of directors may convene other general meetings. Such meetings must be convened if shareholders representing at least one fifth of the Company's capital so require.

Shareholders' meetings, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgment of the board of directors, which is final, circumstances of force majeure so require.

##### **Art. 17. - Procedure, Vote**

Shareholders will meet upon call by the board of directors or the auditor or the auditors made in the forms provided for by law. The notice will contain the agenda of the meeting.

If all the shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex as his proxy another person who need not be a shareholder.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a shareholders' meeting.

Except as otherwise required by law, resolutions will be taken by a simple majority of votes irrespective of the number of shares represented.

The amendment of the articles of incorporation requires the presence or representation of fifty per cent of the shares and a majority of two-thirds of the shareholders present or represented.

One vote is attached to each share.

Copies or extracts of the minutes of the meeting to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman of the board or by any two members of the board of directors.

#### **Chapter V. Financial Year, Distribution of Profits**

##### **Art. 18. - Financial Year**

The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the thirty-first day of December in every year.

The board of directors shall prepare annual accounts in accordance with the requirements of Luxembourg law and accounting practice.

##### **Art. 19. - Appropriation of Profits**

From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the corporate capital of the Company.

Upon recommendation of the board of directors, the general meeting of shareholders determines how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholders as dividend.

Subject to the conditions fixed by law, the board of directors may pay out an advance payment on dividends. The board fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

The Company may redeem its own shares in accordance with the provisions of the law.

#### **Chapter VI.- Dissolution, Liquidation**

##### **Art. 20. - Dissolution, Liquidation**

The Company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum and majority as for the amendment of these articles of incorporation, unless otherwise provided by law.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the general meeting of shareholders, which will determine their powers and their compensation.

#### **Chapter VII. Applicable Law**

##### **Art. 21. Applicable Law**

All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended.



*Statement*

The undersigned notary states that the conditions provided for in Article 26 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

*Subscription and Payment*

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing parties, these parties have subscribed for the number of shares and have paid in cash the amounts mentioned hereafter:

Shareholders	Subscribed capital	Number of shares	Amount paid-in
1. SOBELNORD S.A., prenamed. . . . .	15.500 EUR	155	15.500 EUR
2. LORENTZEN & STEMOCO AS prenamed;. . . . .	15.500 EUR	155	15.500 EUR
Total: . . . . .	31.000 EUR	310	31.000 EUR

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 26 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

*Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately two thousand euro (EUR 2,000.-).

*Transitory provisions*

The first financial year will begin on the date of formation of the company and will end on the thirty-first day of December 2002.

The first annual general meeting will thus be held in the year 2003.

*Extraordinary general meeting*

The above-named parties, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to hold an Extraordinary General Meeting.

Having first verified that the meeting was regularly constituted, they have passed the following resolutions, each time by unanimous vote:

I.- Resolved to fix at four (4) the number of directors and further resolved to elect the following as directors:

- 1) Mr Kjetil Stuve, Company Director, residing in Blommenholmv. 24B, 1365-Blommenholm, Norway;
- 2) Mr Axel Stove Lorentzen, Company Director, residing in Koktor Holms v.14, 0787 Oslo, Norway;
- 3) Mr Marc Van Mael, Company Director, residing in Lodewijk Gerritslaan 54, 2600 Antwerp, Belgium;
- 4) Mr Luc Van Mael, Company Director, residing in Dorpsstraat 43, 9631 Sint-Martens-Latem, Belgium.

Their mandate shall terminate after the annual general meeting of shareholders to be held in the year 2003.

II.- Resolved to fix at one (1) the number of statutory auditors and further resolved to elect the following as statutory auditor:

Mr Fons Mangen, réviseur d'entreprises, residing at 147, rue de Warcken, L-9088 Ettelbruck.

His mandate shall terminate after the annual general meeting of shareholders to be held in the year 2003.

III.- Pursuant to the provisions of the articles of incorporation and of the company law the shareholders' meeting hereby authorises the board of directors to delegate the daily management of the Company and the representation of the Company within such daily management to one or more members of the board of directors.

IV.- The registered office shall be in 9B, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same persons and in case of any differences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, first names, civil status and residence, the said persons signed together with Us notary this original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille deux, le vingt-deux janvier.

Par-devant Nous, Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1) SOBELNORD S.A., une société de droit belge ayant son siège social à Suikerrui 5, B-2000 Anvers, représentée par M<sup>e</sup> Marc Loesch, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'un pouvoir donné à Anvers, le 9 janvier 2002, et

2) LORENTZEN & STEMOCO AS, une société de droit norvégien ayant son siège social à Lilleakerveien 4, N-0283 Oslo, Norvège, représentée par M<sup>e</sup> Marc Loesch, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'un pouvoir donné à Oslo, le 14 janvier 2002.

Ces pouvoirs, signés par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexes au présent acte aux fins de formalisation.

Lesquels comparants, agissant en leurs susdites qualités, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société qu'ils déclarent constituer entre eux:

## **Chapitre I<sup>er</sup>. Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée**

### **Art. 1<sup>er</sup>. - Forme, Dénomination**

Il est formé par les présentes entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société (la «Société») sous forme de société anonyme qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et par les présents statuts.

La Société adopte la dénomination LORENTZEN & STEMOCO & SOBELNORD, en abrégé LSS. La Société pourra utiliser à son gré la dénomination sociale complète ou son abréviation.

### **Art. 2. Siège social**

Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il peut être transféré dans tout autre endroit de la Ville de Luxembourg par décision du conseil d'administration.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social compromettent l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social de la Société à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par la loi luxembourgeoise.

Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par l'un des organes ou par l'une des personnes qui est en charge de la gestion journalière de la Société.

### **Art. 3. Objet**

La Société a pour seul objet l'achat, la vente, l'affrètement, le frètement et la gestion de navires de mer, ainsi que les opérations financières et commerciales s'y rattachant directement ou indirectement.

### **Art. 4. Durée**

La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par ces statuts et par la loi pour toute modification des statuts.

## **Chapitre II. Capital, Action**

### **Art. 5. Capital social**

Le capital social de la Société est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR) représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) par action.

Toutes les actions sont entièrement libérées.

### **Art. 6. Forme des Actions**

Toutes les actions seront uniquement émises sous forme nominative.

Toutes les actions émises seront inscrites au registre des actionnaires qui sera tenu au siège social.

## **Chapitre III. Conseil d'Administration, Réviseurs d'Entreprises**

### **Art. 7. Conseil d'Administration**

La Société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui détermine leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans. Ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans motif.

En cas de vacance d'un ou de plusieurs postes d'administrateur suite à un décès, une démission ou autrement, les administrateurs restants ont le droit d'élire par un vote majoritaire un nouvel administrateur pour occuper le poste vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

### **Art. 8. Réunions du Conseil d'Administration**

Le conseil d'administration pourra choisir parmi ses membres un président.

Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui peut être chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président. Une réunion du conseil doit être convoquée si deux administrateurs le demandent. Les réunions du conseil d'administration et les assemblées générales des actionnaires sont présidées par le président, mais en son absence, le conseil d'administration chargera à la majorité simple des administrateurs présents ou représentés, un autre administrateur de la présidence pro tempore.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins une semaine avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence ou avec l'accord de tous ceux qui ont droit d'assister à cette réunion. La convocation indiquera la date et le lieu de la réunion et en contiendra l'ordre du jour.

Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment par écrit, soit antérieurement, soit postérieurement, par télécopieur, par câble, par télégramme ou par télex de chaque administrateur. Une convocation spéciale n'est pas requise pour les réunions se tenant à une date, à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Toute réunion du conseil d'administration se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que le conseil d'administration peut de temps en temps déterminer.

Tout administrateur peut se faire représenter aux réunions du conseil d'administration en désignant par écrit, par télécopieur, par câble, par télégramme ou par télex un autre administrateur comme son mandataire.

Le conseil d'administration ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des administrateurs est présente ou représentée.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors de la réunion. Au cas où, lors d'une réunion du conseil d'administration, il y a égalité de voix en faveur ou en défaveur d'une résolution, la voix du président de la réunion sera prépondérante.

En cas d'urgence, une décision écrite signée par tous les administrateurs est régulière et valable comme si elle avait été adoptée lors d'une réunion du conseil d'administration, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu, signés chacun par un ou plusieurs administrateurs.

#### **Art. 9. Procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration**

Les procès-verbaux de toute réunion du conseil d'administration sont signés par le président de la réunion et par le membre du conseil d'administration qui est responsable de la tenue des procès-verbaux. Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par deux administrateurs.

#### **Art. 10. Pouvoirs du Conseil d'Administration**

Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi réserve expressément à l'assemblée générale.

#### **Art. 11. Délégation de Pouvoirs**

Le conseil d'administration peut déléguer de manière générale ou ponctuelle la gestion journalière de la Société, ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, fondés de pouvoirs, employés ou autres agents qui n'auront pas besoin d'être actionnaires de la Société, ou conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou agents de son choix.

La délégation de la gestion journalière à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires.

#### **Art. 12. Représentation de la Société**

Vis-à-vis des tiers, la Société est valablement engagée par les signatures conjointes de deux administrateurs, ou par la signature individuelle de la personne à laquelle la gestion journalière de la Société a été déléguée, dans le cadre de cette gestion journalière, ou par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui un tel pouvoir de signature a été délégué par le Conseil d'Administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

#### **Art. 13. Commissaires aux comptes**

Les opérations de la Société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, actionnaires ou non.

Le ou les commissaires aux comptes seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires, avec ou sans motif.

### **Chapitre IV.- Assemblée générale des Actionnaires**

#### **Art. 14. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires**

Toute assemblée générale des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires de la Société.

Elle a tous les pouvoirs qui lui sont réservés par la loi et par les présents statuts.

#### **Art. 15. Assemblée générale annuelle**

L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social de la Société ou à tel autre endroit indiqué dans les avis de convocations le dernier mercredi du mois de mai de chaque année à 10.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

#### **Art. 16. Autres assemblées générales**

Le conseil d'administration peut convoquer d'autres assemblées générales. De telles assemblées doivent être convoquées si des actionnaires représentant au moins un cinquième du capital social le demandent.

Les assemblées générales des actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le conseil d'administration.

#### **Art. 17. Procédure, Vote**

Les assemblées générales seront convoquées par le conseil d'administration ou par le ou les commissaires aux comptes conformément aux conditions fixées par la loi. La convocation contiendra l'ordre du jour de l'assemblée générale.

Au cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par télécopieur, par câble, par télégramme ou par télex un mandataire, lequel peut ne pas être actionnaire de la Société.

Le conseil d'administration peut arrêter toutes autres conditions à remplir pour prendre part aux assemblées générales.

Sauf dispositions contraires de la loi ou des présents statuts, les décisions sont prises à la majorité simple, quel que soit le nombre d'actions présentes ou représentées à l'assemblée.

L'assemblée générale des actionnaires ne peut valablement modifier les statuts de la Société que si au moins la moitié du capital souscrit est présente ou représentée et que la majorité de deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés et réunie.

Chaque action donne droit à une voix.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs.

### Chapitre V.- Année sociale, Répartition des bénéfices

#### Art. 18. Année sociale, Comptes annuels

L'année sociale de la Société commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration prépare les comptes annuels suivant les dispositions de la loi luxembourgeoise et les pratiques comptables.

#### Art. 19. Affectation des bénéfices

Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

L'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le Conseil d'Administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi. Il déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

La Société peut racheter ses propres actions conformément aux dispositions légales.

### Chapitre VI.- Dissolution, Liquidation

#### Art. 20. Dissolution, liquidation

La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des statuts, sauf dispositions contraires de la loi.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

### Chapitre VII.- Loi Applicable

#### Art. 21. Loi applicable

Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

#### Constatation

Le notaire soussigné constate que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

#### Souscription et paiement

Les parties comparantes ayant ainsi arrêté les statuts de la Société, ont souscrit au nombre d'actions et ont libéré en espèces les montants ci-après énoncés:

Actionnaires	Capital souscrit	Nombre d'actions	Libération
1. SOBELNORD S.A., prénommée	15.500 EUR	155	15.500 EUR
2. LORENTZEN & STEMOCO AS, prénommée	15.500 EUR	155	15.500 EUR
Total:	31.000 EUR	310	31.000 EUR

La preuve de tous ces paiements a été rapportée au notaire instrumentaire qui constate que les conditions prévues à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été respectées.

#### Dépenses

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ deux mille euro (EUR 2.000,-).

#### Dispositions transitoires

La première année sociale commence à la date de constitution de la Société et se termine le trente et un décembre 2002.

L'assemblée générale annuelle se réunit donc pour la première fois en 2003.

#### Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital social souscrit, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués.

Après avoir vérifié que la présente assemblée est régulièrement constituée, ils ont pris, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

I.- Le nombre des administrateurs est fixé à quatre (4) et sont nommés les administrateurs suivants:

- 1) Monsieur Kjetil Stuve, administrateur, demeurant à Blommenholmv. 24B, 1365-Blommenholm, Norvège;
  - 2) Monsieur Axel Stove Lorentzen, administrateur, demeurant à Koktor Holms v.14, 0787 Oslo, Norvège;
  - 3) Monsieur Marc Van Mael, administrateur, demeurant à Lodewijk Gerritslaan 54, 2600 Anvers, Belgique;
  - 4) Monsieur Luc Van Mael, administrateur, demeurant à Dorpsstraat 43, 9631 Sint-Martens-Latem, Belgique.
- Leur mandat viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2003.

II.- Le nombre des commissaires aux comptes est fixé à un (1). Est nommé commissaire aux comptes: Monsieur Fons Mangen, réviseur d'entreprises, demeurant au 147, rue de Warken, L-9088 Ettelbruck.

Son mandat viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra en 2003.

III.- Conformément aux dispositions des présents statuts et de la loi, l'assemblée générale autorise le conseil d'administration à déléguer la gestion journalière des affaires de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs membres du conseil d'administration.

IV.- Le siège social est fixé au 9B, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. Loesch, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 29 janvier 2002, vol. 865, fol. 61, case 6. – Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 5 février 2002.

J.-J. Wagner.

(20342/239/433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2002.

### L.S.F. INVESTMENT HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.

#### STATUTS

L'an deux mille deux, le vingt-quatre janvier.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1.- La société LANNAGE S.A., une société anonyme établie et ayant son siège social à L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines (R.C. Luxembourg, section B numéro 63.130),

ici représentée par:

Madame Catherine Day-Royemans, employée de banque, demeurant à B-Metzert/Attert,

en vertu d'une procuration lui donnée à Luxembourg, le 24 janvier 2002.

2.- La société VALON S.A., une société anonyme établie et ayant son siège social à L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines (R.C. Luxembourg, section B numéro 63.143),

ici représentée par:

Monsieur Albert Sabari del Amo, employé de banque, demeurant à Luxembourg,

en vertu d'une procuration lui donnée à Luxembourg, le 24 janvier 2002.

Les prédites procurations, après avoir été signées ne varietur par les personnes comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Lesquelles personnes comparantes, agissant ès dites qualités, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme que les parties prémentionnées déclarent constituer entre elles et dont elles ont arrêté les statuts comme suit

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société anonyme holding luxembourgeoise sous la dénomination de L.S.F. INVESTMENT HOLDING S.A.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée.

**Art. 2.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct et substantiel tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société n'aura pas d'activité industrielle propre et ne tiendra aucun établissement ouvert au public.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding et de l'article 209 des lois modifiées sur les sociétés commerciales.

**Art. 3.** Le capital social est fixé à cent cinquante mille euros (150.000,- EUR) divisé en mille cinq cents (1.500) actions de cent euros (100,- EUR) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Le capital social de la société pourra être porté de son montant actuel à quatre cent mille euros (400.000,- EUR) par la création et l'émission d'actions nouvelles, d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

Le Conseil d'administration est autorisé et mandaté:

- à réaliser cette augmentation de capital en une seule fois ou par tranches successives par émission d'actions nouvelles, à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances ou encore, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves de capital;

- à fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles;

- à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires quant à l'émission ci-dessus mentionnée d'actions supplémentaires contre apports en espèces.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq (5) ans à partir de la date de la publication du présent acte au Mémorial C et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui d'ici là n'auraient pas été émises par le conseil d'administration.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouve modifié de manière à correspondre à l'augmentation de capital intervenue; cette modification sera constatée dans la forme authentique par le Conseil d'Administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.

De même, le Conseil d'administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires convertibles sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations convertibles ne pourra se faire que dans le cadre du capital autorisé. Le Conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait. Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

**Art. 4.** La société est administrée par un conseil composé de trois (3) membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement.

Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 5.** Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le Conseil d'Administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme ou télex, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopieur.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

La société se trouve engagée soit par la signature conjointe de deux administrateurs soit par la signature individuelle du délégué du conseil.

**Art. 6.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

**Art. 7.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le trente et un décembre de la même année.

**Art. 8.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit, le premier mercredi du mois de mars de chaque année à 15.00 heures à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 9.** Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq (5) jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

**Art. 10.** L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

**Art. 11.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

#### *Dispositions transitoires*

- 1.- Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2002.
- 2.- La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2003.

#### *Souscription et libération*

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit

1.- La société LANNAGE S.A., prédésignée, sept cent cinquante actions. . . . .	750
2.- La société VALON S.A., prédésignée, sept cent cinquante actions . . . . .	750
Total: mille cinq cents actions . . . . .	1.500

Les actions ainsi souscrites ont été libérées partiellement par des versements en numéraire, de sorte que la somme seulement de quarante-trois mille trois cent quatre-vingt-six euros et soixante-dix cents (43.386,70 EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

#### *Déclaration*

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

#### *Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de deux mille sept cent trente euros.

#### *Assemblée générale extraordinaire*

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes.

#### *Première résolution*

Le nombre d'administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires à un (1).

#### *Deuxième résolution*

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

- a) Monsieur Eddy De Wreede, journaliste, domicilié à B-3700 Tongeren, Hennisstraat 13;
- b) Madame Francisca Gómez-Colomina, employée privée, domiciliée à B-4030 Liège, avenue de l'Agriculture 82;
- c) Monsieur Francis Petit, délégué commercial, domicilié à B-6941 Verlaine, Durbuy, Chemin du Clinchamps 18.

#### *Troisième résolution*

Est appelée aux fonctions de commissaire

La société AUDIT TRUST S.A., une société anonyme avec siège social à L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

#### *Quatrième résolution*

Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2007.

#### *Cinquième résolution*

Le siège social est fixé à Luxembourg, 69, route d'Esch.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les personnes comparantes prémentionnées ont signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: C. Day-Royemans A. Sabari del Amo, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 29 janvier 2002, vol. 865, fol. 61, case 10. – Reçu 1.500 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 6 février 2002.

J.-J. Wagner.

(20340/239/159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2002.

**GOTTARDO MONEY MARKET FUND (LUX) MANAGEMENT COMPANY S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 76-78, Grand-rue.

R. C. Luxembourg B 73.460.

Les statuts de la société étaient publiés dans le Mémorial C le 22 février 2000.

## EXTRAIT

L'Assemblée Générale des actionnaires tenue en date du 5 mars 2002 a approuvé les états financiers au 31 décembre 2000.

*Affectation du résultat de l'exercice 2000*

Le bénéfice de l'exercice s'élève à CHF 748.446,- sera approprié de la manière suivante:

- Dividende de l'année . . . . .	728.000,- CHF
- Réserve légale . . . . .	20.000,- CHF
- Bénéfice reporté . . . . .	446,- CHF

L'Assemblée a décidé de renouveler le mandat des administrateurs ainsi que celui du réviseur d'entreprise PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., Luxembourg pour une nouvelle période d'un an.

Le mandat des administrateurs et celui du réviseur d'entreprise viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

BANQUE DU GOTHARD (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 8 mars 2002, vol. 565, fol. 52, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(20317/000/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2002.

**GOTTARDO MONEY MARKET FUND (LUX) MANAGEMENT COMPANY S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 76-78, Grand-rue.

R. C. Luxembourg B 73.460.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 8 mars 2002, vol. 565, fol. 52, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

BANQUE DU GOTHARD (LUXEMBOURG) S.A.

Signature

(20318/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2002.

**LAND TWO S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R. C. Luxembourg B 61.689.

## EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire réunie à Luxembourg le 4 mars 2002 a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. L'assemblée prend acte de la démission du Commissaire aux comptes et nomme en son remplacement la société CeDerLux-SERVICES, S.à r.l., avec siège social à 4, rue Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg à partir de l'exercice 2001. Décharge pleine et entière a été accordée au commissaire sortant.

2. L'assemblée décide de nommer deux administrateurs supplémentaires, Monsieur Marc Koeune et Madame Andrea Dany, tous les deux domiciliés professionnellement à 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg portant ainsi le nombre des administrateurs à cinq.

Les mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice social de l'an 2002.

Pour extrait conforme

Signature

Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 6 mars 2002, vol. 565, fol. 38, case 10. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(20369/693/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2002.



**BAKE INVEST LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 7, Parc d'Activité Syrdall.

**STATUTES**

In the year two thousand and two, on the twenty-first day of January.  
Before Us M<sup>e</sup> Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1. PAN EUROPEAN FOOD FUND, a company existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, duly represented by Mr Francis Zeler, private employee, residing in Rosière-la-petite (Belgium), by virtue of a proxy dated December 27th, 2001.
2. FOOD EQUITY MANAGEMENT B.V. a company organised under the laws of The Netherlands, having its registered office at Vallenburgerweg 67, 6419 AP Heerlen, The Netherlands, duly represented by Mrs Linda Korpel, jurist, residing in Metz, (France), by virtue of a proxy dated December 27th, 2001.

The above proxies, after having been signed *ne varietur* by all the appearing parties and the executing notary remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing parties, acting in the hereabove stated capacities, have drawn up the following articles of incorporation of a joint stock company which they intend to organize among themselves.

**Name - Registered Office - Duration - Object - Capital**

**Art. 1.** Between the above-mentioned persons and all those that might become owners of the shares created hereafter, a joint stock company (*société anonyme*) is hereby formed under the name of BAKE INVEST LUXEMBOURG S.A.

**Art. 2.** The registered office is in Munsbach (municipality of Schuttrange).

The company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors.

Without any prejudice to the general rules of law governing the termination of contracts, where the registered office of the company has been determined by contract with third parties, the registered office may be transferred to any other place within the municipality of the registered office, by a simple decision of the board of directors. The registered office may be transferred to any other municipality of the Grand Duchy of Luxembourg by a decision of the shareholders' meeting.

If extraordinary events of a political, economic or social character, likely to impair normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the company which, notwithstanding the provisional transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

One of the executive organs of the company, which has powers to commit the company for acts of daily management, shall make this declaration of transfer of the registered office and inform third parties.

**Art. 3.** The company is established for an unlimited period.

**Art. 4.** The purposes for which the company is established are to undertake, in Luxembourg and abroad, financing operations by granting loans to corporations belonging to the same international group to which it belongs itself. These loans will be refinanced *inter alia* but not limited to, by financial means and instruments such as loans from shareholders or group companies or bank loans.

Furthermore, the company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests.

The company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents, grant to the companies in which it has participating interests any support, loans, advances or guarantees.

In general, the company may carry out any financial, commercial, industrial, personal or real estate transactions, take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes or which are liable to promote their development or extension.

**Art. 5.** The subscribed capital of the company is fixed at thirty-one thousand Euros (31,000.- EUR) divided into three hundred and ten (310) shares with a nominal value of one hundred Euros (100.- EUR) each.

The shares are in registered or bearer form, at the option of the shareholders, subject to the restrictions foreseen by law.

The company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

For the period foreseen herebelow, the authorized capital is fixed at ten million euros (10,000,000.- EUR) to be divided into one hundred thousand (100,000) shares with a par value of one hundred Euros (100.- EUR) each.

The authorized and the subscribed capital of the company may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Furthermore, the board of directors is authorized, during a period of five years ending on January 21st, 2007, to increase in once or several times the subscribed capital, within the limits of the authorized capital. Such increased amount of capital may be subscribed for and issued in the form of shares with or without an issue premium, to be paid-up in cash, by contribution in kind, in compensation for uncontested, current and immediately exercisable claims against the company, or even by incorporation of profits brought forward, or of available reserves or of issue premiums, or by conversion of bonds in shares as mentioned below.

The board of directors is especially authorized to proceed to such issues without reserving to the then existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares to be issued.

The board of directors may delegate to any duly authorized director or officer of the company, or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital.

After each increase of the subscribed capital performed in the legally required form by the board of directors, the present article is, as a consequence, to be adjusted to reflect this amendment.

Moreover, the board of directors is authorized to issue ordinary or convertible bonds, or bonds with warrants, in bearer or other form, in any denomination and payable in any currency or currencies. It is understood that any issue of convertible bonds or bonds with warrants can only be made under the legal provisions regarding the authorized capital, within the limits of the authorized capital as specified hereabove and specially under the provisions of article 32-4 of the company law.

The board of directors shall fix the nature, price, rate of interest, conditions of issue and of repayment and all other terms and conditions thereof.

A register of registered bonds will be kept at the registered office of the company.

### **Board of Directors and Statutory Auditors**

**Art. 6.** The company is administered by a board of not less than three members, shareholders or not, who are elected for a term which may not exceed six years by the general meeting of shareholders and who can be dismissed at any time by the general meeting.

In the event of a vacancy on the board of directors, the remaining directors thus elected, may provisionally fill the vacancy. In this case, such a decision must be ratified by the next general meeting.

**Art. 7.** The board of directors may choose among its members a chairman. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by one of the directors present at the meeting designated to that effect by the board.

The meetings of the board of directors are convened by the chairman or by any two directors.

The board can only validly debate and take decisions if the majority of its members is present or represented, proxies between directors being permitted with the restriction that a director can only represent one of his colleagues.

The directors may cast their vote on the items of the agenda by letter, telegram, telex or telefax, confirmed by letter.

Written resolutions approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings.

**Art. 8.** Decisions of the board shall require a majority of the votes. In case of a tie, the chairman has a casting vote.

**Art. 9.** The minutes of the meetings of the board of directors shall be signed by all the directors having assisted at the debates.

Copies or extracts shall be certified conform by one director or by a proxy.

**Art. 10.** The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the company's interest. All powers not expressly reserved to the general shareholders' meeting by the law of August 10th, 1915, as subsequently modified, or by the present articles of incorporation of the company, fall within the competence of the board of directors.

**Art. 11.** The board of directors may delegate all or part of its powers concerning the daily management to members of the board or to third persons who need not be shareholders of the company. The delegation to a member of the board is subject to a previous authorisation of the general meeting of shareholders.

**Art. 12.** Towards third parties, the company is in all circumstances committed by the joint signatures of two directors, obligatorily one signature of Category A and one signature of Category B, or by the sole signature of the delegate of the board acting within the limits of his powers. In its dealings with the public administrative bodies, the company is validly represented by one director, whose signature legally commits the company.

**Art. 13.** The company is supervised by one or several statutory auditors, being shareholders or not, who are appointed by the general meeting, which determines their number and their remuneration, and who can be dismissed at any time.

The term of the mandate of the statutory auditor(s) is fixed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years.

### **General Meeting**

**Art. 14.** The general meeting represents the whole body of shareholders. It has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the company. The convening notices are to be made in the form and delays prescribed by law.

**Art. 15.**

The annual general meeting will be held in the municipality of the registered office at the place specified in the convening notice on the first Tuesday of the month of March, at 2 p.m.

If such day is a public holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

**Art. 16.** The directors or the auditor(s) may convene an extraordinary general meeting. It must be convened at the written request of shareholders representing twenty percent of the company's share capital.

**Art. 17.** Each share entitles to the right of one vote. The company will recognise only one holder for each share; in case a share is held by more than one person, the company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the company.

If one share is held by an usufructuary and a pure owner, the voting right belongs in any case to the usufructuary.

#### **Business Year - Distribution of Profits**

**Art. 18.** The business year begins on the first of January and ends on the thirty-first of December of each year.

The board of directors draws up the annual accounts according to the legal requirements.

It submits these documents with a report of the company's activities to the statutory auditor(s) at least one month before the statutory general meeting.

**Art. 19.** At least five percent of the net profit for the financial year have to be allocated to the legal reserve fund. Such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches ten percent of the subscribed capital.

The remaining balance of the net profit is at the disposal of the general meeting.

In case a share is held by an usufructuary and a pure owner, the dividends as well as the profits carried forward belong to the usufructuary.

Interim dividends may be paid by the board of directors in compliance with the legal requirements.

The general meeting can decide to assign profits and distributable reserves to the amortisation of the capital, without reducing the corporate capital.

#### **Dissolution - Liquidation**

**Art. 20.** The company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendments of the articles of incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, legal or physical persons, appointed by the general meeting which will specify their powers and remunerations.

#### **General Dispositions**

**Art. 21.** The law of August 10, 1915 on Commercial Companies as subsequently amended shall apply in so far as these articles of incorporation do not provide for the contrary.

#### *Transitory dispositions*

The first financial year begins on the date of incorporation of the company and shall end on December 31, 2002.

The first annual general meeting shall be held in the year 2003.

The first directors and the first auditor(s) are elected by the extraordinary general shareholders' meeting that shall take place immediately after the incorporation of the company.

By deviation from article 7 of the articles of incorporation, the first chairman of the board of directors is designated by the extraordinary general shareholders' meeting that designates the first board of directors of the company.

#### *Subscription and Payment*

The shares have been subscribed to as follows:

Subscriber	Number of shares	Amount subscribed to and paid-in (EUR)
1) FOOD EQUITY MANAGEMENT B.V., prenamed . . . . .	1	100
2) PAN EUROPEAN FOOD FUND, prenamed . . . . .	309	30.900
Total: . . . . .	310	31.000

The 310 shares have been entirely subscribed and fully paid in cash, so that the company has now at its disposal the sum of thirty-one thousand euros (31,000.- EUR) as was certified to the notary executing this deed.

#### *Verification*

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in art. 26 of the law on commercial companies of August 10th, 1915 as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

#### *Expenses*

The amount of the expenses for which the company is liable as a result of its formation is approximately fixed at two thousand four hundred and eighty Euros.

#### *Extraordinary General Meeting*

The above-named parties, acting in the hereabove stated capacities, representing the whole of the subscribed capital, considering themselves to be duly convened, then held an extraordinary general meeting and unanimously passed the following resolutions

#### *First resolution*

The number of directors is fixed four.

The following have been elected as directors, their mandate expiring at the general meeting which will be called to deliberate on the first financial year:

Directors of Category A:

1. Mr Soren Helmer Jensen, director, residing in Brussels, Belgium.
2. Mr Robin Wright, director, residing at 7 Buckland Gate, Wexham, Buckinghamshire SL36LS, United Kingdom.

Directors of Category B:

3. Mr Romain Thillens, licencié en sciences économiques, residing at 10, avenue Nic Kreins, L-9536 Wiltz.
4. Mr Dominique Ransquin, licencié et maître en sciences économiques et sociales, residing at 25, rue de Remich, L-5250 Sandweiler;

Mr Soren Helmer Jensen, prenamed, has been elected as chairman of the board of directors by the extraordinary general meeting.

#### *Second resolution*

The following has been appointed as statutory auditor, its mandate expiring at the general meeting which will be called to deliberate on the first financial year:

ERNST & YOUNG, Société Anonyme, 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Münsbach.

#### *Third resolution*

The company's registered office is located at 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Münsbach.

#### *Fourth resolution*

The board of directors is authorised to delegate the daily management to one or several of its members.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read and translated into the language of the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, said persons appearing signed together with Us, Notary, the present original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille deux, le vingt et un janvier.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1.- PAN EUROPEAN FOOD FUND, une société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg,

ici représentée par Monsieur Francis Zéler, employé privé, demeurant à Rosière-la-petite (Belgique), spécialement mandaté à cet effet par procuration en date du 27 décembre 2001.

2.- FOOD EQUITY MANAGEMENT B.V., une société soumise à la législation des Pays-Bas, ayant son siège social à Valkenburgerweg 67, 6419 AP Heerlen (Pays-Bas),

ici représentée par Madame Linda Korpel, juriste, demeurant à Metz (France), spécialement mandatée à cet effet par procuration en date du 27 décembre 2001.

Les prédites procurations, paraphées ne varietur par tous les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes avec lesquelles elles seront soumises à la formalité de l'enregistrement.

Lesquels comparants, ès qualités qu'ils agissent, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux.

#### **Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendraient par la suite propriétaire des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de BAKE INVEST LUXEMBOURG S.A..

**Art. 2.** Le siège de la société est établi à Münsbach (commune de Schuttrange).

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou sont imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

**Art. 3.** La société est établie pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet d'entreprendre, au Luxembourg et à l'étranger, des opérations de financement en accordant des prêts à des sociétés appartenant au même groupe international auquel elle appartient. Ces prêts seraient refinancés en autres mais non exclusivement, par des moyens financiers et des instruments tels que des prêts provenant d'actionnaires ou des sociétés du groupe ou des prêts bancaires.

La société peut également réaliser toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

En général, la société pourra également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, et prendre toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et faire toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

**Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR) représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de dix millions euros (10.000.000,- EUR) qui sera représenté par cent mille (100.000) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modifications des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 21 décembre 2007, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec ou sans émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés. Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

#### **Administration - Surveillance**

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le conseil d'administration peut élire parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou téléfax, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

**Art. 8.** Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

**Art. 9.** Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

**Art. 10.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

**Art. 11.** Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

**Art. 12.** Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs, dont obligatoirement une signature de catégorie A et une signature de catégorie B, ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

**Art.13.** La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

#### **Assemblée générale**

**Art. 14.** L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

**Art. 15.** L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le premier mardi du mois de mars à 14.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

**Art. 16.** Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

**Art. 17.** Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Au cas où une action est détenue en usufruit et en nue-propriété, le droit de vote sera exercé en toute hypothèse par l'usufruitier.

#### **Année sociale - Répartition des bénéfices**

**Art. 18.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

**Art. 19.** Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Au cas où l'action est détenue en usufruit et en nue-propriété, les dividendes ainsi que les bénéfices mis en réserve reviendront à l'usufruitier.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

#### **Dissolution - Liquidation**

**Art. 20.** La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

#### **Disposition générale**

**Art. 21.** La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

#### *Dispositions transitoires*

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2002. La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2003.

Les premiers administrateurs et le(s) premier(s) commissaire(s) sont élus par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la société.

Par dérogation à l'article 7 des statuts, le premier président du conseil d'administration est désigné par l'assemblée générale extraordinaire désignant le premier conseil d'administration de la société.

#### *Souscription et paiement*

Les actions ont été souscrites comme suit par:

Souscripteurs .....	Nombre d'actions	Montant souscrit et libéré en EUR
2) FOOD EQUITY MANAGEMENT B.V., prénommée .....	1	100
2) PAN EUROPEAN FOOD FUND, prénommée .....	309	30.900
Total: .....	310	31.000

Les 310 actions ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de trente et un mille Euros (31.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société.

La preuve de tous ces paiements a été donnée au notaire soussigné qui le reconnaît.

*Constatation*

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

*Frais*

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ deux mille quatre cent quatre-vingts Euros.

*Assemblée Générale Extraordinaire*

Et à l'instant les comparants, ès qualités qu'ils agissent, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont à l'unanimité des voix, pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Le nombre d'administrateurs est fixé à quatre.

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs, leur mandat expirant à l'assemblée générale statuant sur le premier exercice:

Administrateurs de catégorie A:

1. Monsieur Soren Helmer Jensen, administrateur, demeurant à Bruxelles, Belgique,

2. Monsieur Robin Wright, administrateur, demeurant au 7 Suckland Gate, Wexham, Buckinghamshire SL36LS, Grande-Bretagne,

Administrateurs de catégorie B,

3. Monsieur Romain Thillens, licencié en sciences économiques, demeurant au 10, avenue Nic. Kreins, L-9536 Wiltz,

4. Monsieur Dominique Ransquin, licencié et maître en sciences économiques et sociales, demeurant au 25, route de Remich, L-5250 Sandweiler,

L'assemblée générale extraordinaire nomme Monsieur Soren Helmer Jensen aux fonctions de président du conseil d'administration.

*Deuxième résolution*

Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes, son mandat expirant à l'assemblée générale statuant sur le premier exercice

ERNST & YOUNG, société anonyme, ayant son siège au 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Münsbach.

*Troisième résolution*

Le siège social de la société est fixé au 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Münsbach.

*Quatrième résolution*

Le conseil d'administration est autorisé à déléguer la gestion journalière à un ou plusieurs de ses membres.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. Zeler, L. Korpel, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 22 janvier 2002, vol. 865, fol. 51, case 9. – Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 5 février 2002.

J.-J. Wagner.

(20344/239/417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2002.

**BENZ TRADE S.A., Aktiengesellschaft.**

Gesellschaftssitz: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

Im Jahre zweitausendzwei, den fünfzehnten Februar.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul Bettingen, mit dem Amtswohnsitze zu Niederanven.

Versammelten sich zu einer ausserordentlichen Generalversammlung die Gesellschafter, beziehungsweise deren Vertreter, der Aktiengesellschaft BENZ TRADE S.A. mit Sitz in L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal, gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch Notar Joseph Elvinger, mit Amtssitz in Luxemburg, am 25. Februar 2000, veröffentlicht im Mémorial C im Jahre 2000, Seite 20914, deren Satzung ein letztes Mal abgeändert wurde gemäss Urkunde, aufgenommen durch den unterzeichneten Notar am 4. Januar 2001, veröffentlicht im Mémorial C von 2001, Seite 47839.

Die Versammlung wird eröffnet unter dem Vorsitz von Frau Martine Molina, Privatbeamtin, wohnhaft in Luxemburg.

Die Vorsitzende beruft zum Schriftführer Fräulein Chantal Fondeur, Privatbeamtin, wohnhaft in Luxemburg.

Die Versammlung wählt einstimmig zum Stimmzähler Herrn Constans Aris, Berater, wohnhaft in Mamer.

Die Vorsitzende stellt unter der Zustimmung der Versammlung fest:

1. Die Aktionäre sowie deren etwaigen bevollmächtigte Vertreter sind unter der Stückzahl der vertretenen Aktien auf einer Anwesenheitsliste eingetragen.

2. Aus dieser Anwesenheitsliste geht hervor, dass das gesamte Aktienkapital in gegenwärtiger Versammlung vertreten ist, und dass somit die Versammlung befugt ist, über nachstehende Tagesordnung, welche den Aktionären bekannt ist, zu beschliessen.

Die Anwesenheitsliste, von den Mitgliedern des Verwaltungsvorstandes und dem instrumentierenden Notar ne varietur unterzeichnet, bleibt ebenso wie die von den Parteien und dem instrumentierenden Notar ne varietur unterzeichneten etwaigen Vollmachten der vertretenen Aktieninhaber, gegenwärtigem Protokolle, mit welchem sie einregistriert werden, als Anlage beigegeben.

3. Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

*Tagesordnung*

1. Abberufung von drei Verwaltungsratsmitgliedern und Ernennung von zwei neuen Verwaltungsratsmitgliedern.  
Gemäss der Tagesordnung hat die Versammlung folgende Beschlüsse gefasst.

*Erster und einziger Beschluss*

Die Versammlung beschliesst die Abberufung folgender Verwaltungsratsmitglieder:

1) Die Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechtes COCKEREL S.A., mit Sitz in L-8210 Mamer, 14, route d'Arlon.

2) Die Aktiengesellschaft luxemburgischem Rechtes SABLE S.A., mit Sitz in L-8210 Mamer, 14, route d'Arlon.

3) Die Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechtes PRIMAVILLA HOLDING S.A., mit Sitz in L-2449 Luxemburg, 5, boulevard Royal.

Die Gesellschaft PRIMAVILLA HOLDING S.A., vorbenannt, wird ebenfalls in ihrer Funktion als geschäftsführender Direktor, abberufen.

Die Versammlung beschliesst die Ernennung folgender neuer Verwaltungsratsmitglieder:

1) Die Gesellschaft YUCALON B.V., mit Sitz in NL-4611BE Bergen op Zoom, Van Dedemstraat 180A,

2) Die Gesellschaft BATEAUX EUROP S.A., mit Sitz in L-8210 Mamer, 14, route d'Arlon.

Somit setzt sich der Verwaltungsrat ab heute wie folgt zusammen:

1) Die Gesellschaft YUCALON B.V., mit Sitz in NL-4611BE Bergen op Zoom, Van Dedemstraat 180A,

2) Die Gesellschaft BATEAUX EUROP S.A., mit Sitz in L-8210 Mamer, 14, route d'Arlon.

3) Die Gesellschaft BALNEO EQUITIES S.A., mit Sitz zu Suite 13, First Floor, Oniaji, Trade Center, Francis Rachel Street, Victoria, Mahe (Republik der Seychellen).

Die Versammlung bestätigt hiermit das Mandat der Gesellschaft BALNEO EQUITIES S.A., vorbenannt, als geschäftsführenden Direktor für die tägliche Verwaltung.

Alle Beschlüsse wurden einzeln und einstimmig gefasst.

Da somit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung durch die Vorsitzende geschlossen.

Die Kosten welche der Gesellschaft wegen der gegenwärtigen Urkunde obliegen, werden auf siebenhundertfünfundvierzig Euro (EUR 745,-) abgeschätzt.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Senningerberg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehendem an die Komparenten, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben alle gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: M. Molina, C. Fondev, C. Aris, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 19 février 2002, vol. 134S, fol. 6, case 8. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Für gleichlautende Kopie, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 6. März 2002.

P. Bettingen.

(20385/202/59) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2002.